

Cahier des Clauses Techniques Particulières

Marché de Services

Objet : LA REUNION (974) – Accord-cadre exécuté par l'émission de bons de commande relatif à la réalisation de prestations de contrôle vérification périodique obligatoire (CVPO), inspection, contrôle qualité et diagnostic des bâtiments, installations et équipements sur les sites des Forces Armées de la Zone Sud de l'Océan Indien

Lot n°1 : FAZSOI Réunion (974)

SOMMAIRE

1	OBJET DU MARCHE.....	3
1.1	OBJET	3
1.2	PERIMETRE TECHNIQUE	3
1.3	GENERALITES	4
1.4	GLOSSAIRE	4
2	CADRE GENERAL DES PRESTATIONS	5
2.1	OBLIGATIONS DU TITULAIRE	5
2.2	RESPONSABILITES DU TITULAIRE	6
2.3	MOYENS A LA CHARGE DU TITULAIRE	6
3	DEROULEMENT DES PRESTATIONS	7
3.1	GENERALITES	7
3.2	ETABLIR LE CALENDRIER D'EXECUTION	7
3.3	PREPARER LES INTERVENTIONS	7
3.4	EXECUTER LES PRESTATIONS.....	8
3.4.1	<i>Modalités pratiques.....</i>	8
3.4.2	<i>Temps d'indisponibilité du matériel.....</i>	9
3.5	FOURNIR LES LIVRABLES	9
3.5.1	<i>Rapport de visite de recensement.....</i>	9
3.5.2	<i>Livrables courants.....</i>	9
3.5.2.1	<i>Rapport provisoire pour constats immédiats</i>	9
3.5.2.2	<i>Rapport de contrôle (définitif).....</i>	10
3.5.2.3	<i>Rapport de diagnostic</i>	12
3.5.2.4	<i>Rapport d'analyses</i>	12
3.5.3	<i>Règle générale de nommage des fichiers</i>	13
3.5.4	<i>Base de données du titulaire en ligne.....</i>	13
3.5.5	<i>Fichier de suivi des non-conformités</i>	13
3.5.6	<i>Calandrier macroscopique des interventions.....</i>	14
4	SUIVI DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	14
4.1	SUIVI PERMANENT	14
4.2	REUNION DE LANCEMENT	14
4.3	SUIVI ET PLANIFICATION MENSUELS	15
4.3.1	<i>Principes généraux.....</i>	15
4.3.2	<i>Pilotage et traçabilité.....</i>	16
	ANNEXE 1 - LISTE DES OUVRAGES	17
	ANNEXE 2 - DESCRIPTION DES CONTROLES	18
	ANNEXE 3 – TRAME DU FICHIER DE SUIVI DES NON-CONFORMITES TECHNIQUES	60
	ANNEXE 4 – REGLE DE NOMMAGE DES RAPPORTS ET TRIGRAMMES APPLICABLES	61

1 Objet du marché

1.1 Objet

Le présent cahier des clauses techniques particulières définit les prestations de contrôle vérification périodique obligatoire (CVPO), inspection, contrôle qualité et diagnostic des bâtiments, installations et équipements sur les sites constitutifs du Lot n°1 – La Réunion.

1.2 Périmètre technique

Le présent lot couvre les sites suivants :

- Les emprises militaires à la Réunion :
 - **Base navale** à Le Port,
 - **Installations Portuaires** à Le Port,
 - **Gendarmerie maritime** à Le Port,
 - **Casernement Butte Citronnelle** à Le Port,
 - **Caserne Lambert** à Saint-Denis
 - **Quartier La Redoute** à Saint-Denis,
 - **HQG et Logs les Brises La Montagne** (Villas COMSUP) à La Montagne,
 - **Bâtiment Cadre Célibataire (BCC) J. Chatel** à Saint-Denis,
 - **Centre de la Montagne Colorado** à La Montagne,
 - **Base Aérienne 181** à Sainte-Marie,
 - **Station de Bel-Air** à Sainte-Suzanne,
 - **Caserne et Dépôt de Munitions Plaine des Cafres** à La Plaine des Cafres,
 - **Caserne Chef de Bataillon Dupuis** à Saint-Pierre,
 - **Parc des casernes** à Saint-Pierre,
 - **Centre d'Aguerrissement Tropical (CATR)** à La Saline les Bains,
 - **Champs de Tir de Pierrefonds** à Saint-Pierre,
 - **Station Radioélectrique Rivière des Pluies** à Sainte-Marie,
 - **Bureau d'Information et de Recrutement de la Légion Etrangère**, à Saint-Denis
- Les logements domaniaux à la Réunion :
 - **Villas Océane** à la Possession,
 - **Quartier La Redoute** à Saint-Denis,
 - **HQG et Logements les Brises La Montagne** à La Montagne,
 - **Résidence Maréchal Gallieni** à Sainte Clotilde,
 - **Résidence Colorado** à La Montagne,
 - **Logements Floricourt** à Saint-Denis,
 - **Logements J. Chatel** à Saint-Denis,
 - **Villas Combava** à Saint-Paul,
 - **Caserne Chef de Bataillon Dupuis** à Saint-Pierre,
 - **Parc des Casernes** à Saint-Pierre,
 - **Résidence Terre Sainte** à Saint-Pierre.

Ces sites sont des établissements recevant du public (ERP) et/ou des établissements recevant des travailleurs (ERT).

La liste des ouvrages correspondant figure en annexe 1. La liste comprend également :

- en couleur de remplissage jaune, les bâtiments et locaux classés ERP ;
- en couleur de remplissage rose, les logements domaniaux ;
- en couleur de remplissage vert, les installations classées protection de l'environnement (ICPE/IOTA)

1.3 Généralités

Conformément aux dispositions réglementaires applicables (code du travail, code de la construction et de l'habitat, code de l'environnement, code de la santé publique...), et quel que soit le type de bâtiment (Code du travail, Industriel, ERP, Habitation), d'équipements et d'installations, les contrôles réglementaires doivent être réalisés par des organismes de contrôles externes agréés et certifiés.

Les normes et spécifications techniques précisées dans le cadre du présent marché sont celles en vigueur à la date de signature du marché public par le titulaire.

Les vérifications réglementaires, contrôles réglementaires et diagnostics de bâtiments peuvent être de plusieurs types (liste non exhaustive) :

- des vérifications initiales de mise en service lors de l'ouverture d'un bâtiment neuf ou suite à une réhabilitation,
- des vérifications périodiques, prévues par les réglementations en vigueur,
- des vérifications de requalification périodique pour les équipements sous pression, qui comprend une inspection de l'équipement, une vérification documentaire, une épreuve hydraulique et une vérification des accessoires de sécurité,
- des vérifications à la demande (c'est-à-dire en dehors de toutes périodicités réglementaires),
- *etc.*

Pour chaque prestation réalisée, le Titulaire délivre un rapport et, ou un certificat indiquant si les équipements et installations sont conformes ou non à la réglementation en vigueur.

1.4 Glossaire

- **CRI** : Cellule régie infrastructure
- **DID SDS** : Direction d'infrastructure de la Défense de Saint-Denis,
- **ERP** : établissement recevant du public
- **ERT** : établissement recevant des travailleurs
- **Immeuble** : emprise territoriale du ministère des armées d'un seul tenant. Un immeuble comprend plusieurs composants. Un immeuble est identifié par un numéro

G2D à neuf chiffres suivis d'une lettre (par exemple, 974407501P est le numéro G2D de l'immeuble Base Navale à Port des Galets).

- **Composant** : un composant est une partie du patrimoine immobilier du ministère des armées implanté sur un immeuble. Un composant correspond souvent à un bâtiment mais peut aussi correspondre à un ouvrage de génie civil. Un composant est identifié par le numéro G2D d'immeuble où il se situe suivi de 4 chiffres propres au composant. À noter : quelques bâtiments n'ont pas de n° G2D (bâtiments provisoires ou récemment construits ou autres).

2 Cadre général des prestations

2.1 Obligations du titulaire

La société titulaire du marché est soumise à une obligation de résultat. Elle met donc en œuvre tous les moyens notamment humains, organisationnels et techniques, nécessaires à la bonne exécution de la mission qui lui est confiée.

Le titulaire avec éventuellement ses sous-traitants doit prouver qu'il possède, dès le moment de la remise des offres, l'ensemble des agréments et accréditations dans tous les domaines de contrôles décrits dans le présent CCTP dont notamment l'agrément pour les ERP.

De même, tous les ans, à chaque reconduction du marché, sur demande du pouvoir adjudicateur, dans un délai d'un mois après la date d'anniversaire du marché, le titulaire produit la preuve des agréments et accréditations dans l'ensemble des domaines de contrôle décrits dans le présent CCTP.

Dans le cas d'un renouvellement en cours de marché, la preuve de ce renouvellement est expédiée au pouvoir adjudicateur dans le délai indiqué au CCAP.

A la demande du pouvoir adjudicateur, du responsable d'organisme ou de son représentant, les intervenants doivent présenter leurs habilitations, certificats..., nécessaires à la réalisation des contrôles notamment : habilitation de travail en hauteur, habilitation électrique, certificat d'aptitude adapté à la conduite d'engins (nacelle...).

Les intervenants doivent être en possession de leurs habilitations, certificats, ... durant toute la durée des interventions.

Le titulaire s'engage à conduire les prestations sur la base des textes en vigueur au jour de l'intervention et à fournir à son personnel tous les outils, appareils et équipements nécessaires à la bonne exécution des prestations de sorte qu'aucune compensation financière ne puisse être demandée par le titulaire.

Le titulaire a l'obligation de conseils auprès du pouvoir adjudicateur. Il lui appartient de l'avertir sur les éventuels contrôles non prévus dans ce marché et devant faire l'objet de campagnes de contrôles ainsi que sur l'évolution de la réglementation.

A l'issue des contrôles, le titulaire doit restituer le matériel, l'équipement ou l'installation contrôlé ainsi que les locaux concernés dans l'état de propreté et de fonctionnement initial.

De plus, lors des contrôles à effectuer sur les différents sites concernés, le titulaire devra se conformer à l'arrêté du 19/05/2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère de la défense.

2.2 Responsabilités du titulaire

Le titulaire désigne un interlocuteur unique responsable de l'exécution de l'ensemble des prestations dues au titre du présent marché. A ce titre, cette personne traite de l'ensemble des questions techniques et administratives liées à l'exécution du marché. Son nom et sa qualification exacte sont communiqués au pouvoir adjudicateur dès la signature du marché.

Cet interlocuteur unique doit être une personne expérimentée, dont la formation et la compétence doivent être en parfaite adéquation avec les responsabilités confiées. Il doit obligatoirement faire partie du personnel du titulaire. Il doit être joignable à tout moment de manière aisée durant les jours et heures ouvrables. Il est remplacé par une autre personne disposant des mêmes compétences durant ses périodes d'absence (congrés, arrêts maladie, formation, etc.). De la même façon, le titulaire assure une présence permanente de personnels d'exécution avec les compétences requises pour chaque domaine de contrôle durant les périodes d'absence ou empêchement (congrés, maladie, formation, refus d'accès, etc...).

Le personnel du titulaire intervenant sur les différents sites doit être compétent, formé et habilité pour les contrôles et vérifications dont il a la charge. Il porte les équipements de protection individuels pour le type de contrôles effectués et détient sur lui tous les documents concernant les habilitations requises ainsi qu'un exemplaire papier du plan de prévention et/ou attestation d'inspection préalable correspondant au lieu du contrôle. De plus, ce personnel doit être vêtu de manière facilement identifiable.

2.3 Moyens à la charge du titulaire

Le titulaire a à sa charge la fourniture :

- des appareils et outillages nécessaires aux différents contrôles et mesures,
- des moyens d'accès en hauteur : échelles, escabeaux, nacelles,
- des véhicules nécessaires au transport de son personnel et du matériel,
- des téléphones portables (pour les téléphones ayant une fonction « photo », restriction d'utilisation possible dans les sites sensibles),
- des appareils photo (pas de prise de vue sans accord écrit de l'organisme).

3 Déroulement des prestations

3.1 Généralités

Le titulaire devra réaliser les prestations suivantes pour chaque intervention :

- établir le calendrier d'exécution,
- préparer les interventions,
- exécuter les prestations,
- fournir les livrables (rapports immédiats (provisaires) (en cas de risques de dangers graves et imminents), les rapports de contrôle (définitifs), les rapports d'analyses, rapports de visite, contre-visite,...)

Une intervention est déclenchée à la réception d'un bon de commande qui peut comprendre un ou plusieurs immeubles comprenant chacun un ou plusieurs composants, installations, équipements. Elle est effectuée de manière à entraîner le minimum de gêne dans le fonctionnement des installations.

3.2 Etablir le calendrier d'exécution

Le titulaire du présent marché doit proposer un calendrier détaillé d'exécution des prestations notifiées par bon de commande. Ce document doit faire apparaître également la désignation des contrôleurs.

Le calendrier sera établi en concertation avec les chargés de prévention des organismes concernés et sera validé par la Direction d'Infrastructure de la Défense de Saint-Denis au moyen d'un ordre de service.

Des pénalités de retard seront appliquées pour tout dépassement du délai d'exécution des prestations, ainsi que du délai de remise du calendrier détaillé.

Si le titulaire estime qu'il risque de dépasser les délais, il en informe la DID SDS par mail, télécopie ou lettre, en précisant les motifs des retards éventuels.

Lorsque des prestations n'ont pas pu être effectuées dans le délai contractuel précisé ci-dessus, la DID-SDS considère qu'il y a dépassement de calendrier et appliqueront les pénalités de retard mentionnées au CCAP.

3.3 Préparer les interventions

L'organisation précise des prestations est du ressort du titulaire. Deux semaines au plus tard avant la semaine de l'intervention, le titulaire adresse aux organismes occupant et à un représentant de la CRI concernée, un courriel.

Ce courriel de prise de RDV doit :

- préciser le nom de l'intervenant, son numéro de téléphone portable et adresse e-mail,
- demander aux destinataires du courriel :
 - de prendre contact avec l'intervenant pour convenir d'un RDV précis (DID)

- de vérifier que l'intervention est couverte par un plan de prévention, à défaut des plans de prévention et/ou des Attestations Inspection Préalable seront établi avec les organismes,
- si des prises de vues sont nécessaires, de vérifier qu'une autorisation est en cours de validité, à défaut, d'établir une autorisation de prise de vues avec les organismes.
- rappeler :
 - la date ou la semaine des interventions,
 - les prestations commandées,
 - la nécessité de présenter les registres de sécurité pour visas,
 - la nécessité d'un accompagnement par un représentant de la CRI,
 - que les organismes doivent faciliter l'accès aux installations à contrôler (clés des locaux,..)
 - que les organismes doivent préciser au titulaire et au pouvoir adjudicateur les autorisations d'accès nécessaires à l'exécution des prestations.

Sans réponse des organismes et/ou du représentant de la CRI, une semaine au plus tard avant les interventions, le titulaire les contacte afin de s'assurer de l'organisation du contrôle. Il coordonne les interventions avec le représentant de la CRI.

3.4 Exécuter les prestations

3.4.1 Modalités pratiques

Les prestations sont exécutées dans le respect de la réglementation et des règles de l'art de la profession. Elles sont décrites à l'annexe 2 pour les différents domaines.

Les prestations doivent être effectuées pendant les jours et heures ouvrables du site conformément au calendrier d'exécution.

Lorsqu'elles interfèrent avec le caractère opérationnel du site et qu'aucune date ne peut être envisagée, le titulaire peut effectuer le travail en dehors des heures ouvrables du site et sur accord du chef d'organisme. Dans le cas contraire, il doit mentionner rapidement par mail à la DID-SDS (Cellule CPE et CRI) son impossibilité de réaliser les prestations en précisant les sites concernés et les motifs l'en empêchant.

Certains sites ou organismes peuvent permettre de commencer plus tôt ou plus tard. Un accord entre le titulaire et les responsables d'organismes est possible pour une dérogation aux horaires indiqués ci-dessous.

Les heures ouvrables des sites sur l'île de la Réunion sont :

- Lundi, mardi et jeudi : 6 heures 30 à 12 heures et 13 heures 00 à 16 heures 30,
- Mercredi et vendredi : 6 heures 30 à 12 heures.

3.4.2 Temps d'indisponibilité du matériel

La durée des interventions doit être aussi réduite que possible. Elles sont effectuées de manière à entraîner le minimum de gêne dans le fonctionnement des installations.

Lorsque le titulaire prévoit que la durée d'indisponibilité réelle va dépasser 4 heures, il en informe le représentant de la DID SDS et définit avec lui, si nécessaire, les moyens à mettre en œuvre pendant cette carence.

3.5 Fournir les livrables

3.5.1 Rapport de visite de recensement

Ce § décrit les livrables attendus au titre des prix A-0 et B-0 listés au BPU.

Un rapport de visite sera établi à chaque visite de site. Cette visite doit permettre de recenser toutes les caractéristiques techniques du site, des bâtiments, installations et équipements présents concernés par des prestations de contrôles et vérification réglementaires obligatoires et périodiques. Cette visite permettra aussi de planifier toutes les prestations objet du présent marché à réaliser pendant a minima la durée totale du contrat. Le recensement doit permettre au titulaire de proposer à la maîtrise d'ouvrage un devis à partir duquel elle pourra établir ses commandes. Le recensement ainsi que le devis construit sur la base du bordereau de prix unitaire sont remis à la maîtrise d'ouvrage dans un délai de 5 semaines. Le recensement comprendra a minima :

- nom et adresse du site (incluant le code site)
- nom du représentant du chef d'organisme,
- liste des bâtiments, typologie
- type, nombre et caractéristiques des installations,
- type, nombre et caractéristiques des équipements,
- la nature et la désignation des prestations objet du marché et leurs caractères obligatoires ou non par bâtiments et sites,
- l'indication de la périodicité et la référence à la réglementation en vigueur,
- les dates limites d'interventions conseillées par prestation en fonction des dernières dates d'intervention et/ou de remise de rapports, des périodicités réglementaires et de la disponibilité de l'occupant.

3.5.2 Livrables courants

L'annexe 2 précise la nature des prestations de contrôles / diagnostics / analyses attendus en complément du BPU fourni et listant les prestations.

3.5.2.1 Rapport provisoire pour constats immédiats

Des rapports provisoires, portant sur les anomalies présentant un risque de danger grave et imminent pour les personnes et/ou les biens, et dont la levée ne peut être différée (pièces nues sous tension accessibles, tout dysfonctionnement présentant un danger imminent, etc.) sont établis par le titulaire au cours de la visite.

Ces rapports provisoires, manuscrits et lisibles, sont remis à la fin de la visite, au responsable de l'organisme ou son représentant et au pouvoir adjudicateur pour préconiser et vérifier la consignation effective des installations (risque grave pour le personnel).

Le rapport provisoire doit comporter, à minima, les informations suivantes :

- la localisation de l'installation contrôlée : numéros G2D et intitulés du site et du composant (fournie par l'administration)
- la désignation et le numéro d'identification de l'installation contrôlée (fournis par l'administration),
- les défauts ou insuffisances constatées engendrant la rédaction de ce rapport immédiat,
- l'avis du titulaire sur l'aptitude du matériel à être utilisé et sur une éventuelle restriction d'emploi.

NOTA : les anomalies constatées lors du contrôle et dont la levée peut attendre la fourniture du rapport de contrôle définitif ne sont pas récapitulées dans ce rapport provisoire. Les anomalies objets du rapport provisoire sont inscrites dans le rapport définitif avec le niveau d'urgence « STOP ».

Chaque rapport provisoire devra être visé par le technicien qui a réalisé la prestation.

3.5.2.2 Rapport de contrôle (définitif)

Les rapports seront transmis par mail au format Pdf OCR (voir « version numérique ») **sous un délai de 4 semaines calendaires**. Chaque contrôle donne lieu à la production d'un rapport de contrôle conformément à la réglementation. Le contenu minimum de ce rapport de contrôle est défini ci-après avec des compléments d'informations mentionnés dans le chapitre de la prestation concernée. Les prix forfaitaires et unitaires mentionnés à l'EPF/BPU intègrent la fourniture de ce(s) rapport(s) quelle que soit la surface utile ou le nombre d'équipements contrôlés.

Il sera fourni un rapport distinct pour chaque installation/composant à l'exception des bâtiments ERP pour lesquelles il y aura un rapport Code du travail et un rapport réglementation ERP,

La présentation des rapports sera soignée, lisible, permettant une consultation aisée et fréquente.

En cas de non-respect du délai de transmission du rapport, des pénalités seront appliquées conformément au CCAP.

Les rapports de vérification doivent contenir à minima :

- une page de garde, où figurent :
 - la nature et la périodicité de la prestation (préciser notamment s'il s'agit d'un rapport spécifique ERP...)
 - l'appellation du site (par ex : CASERNE LAMBERT),
 - l'appellation du composant (par ex : BAT. PRINCIPAL),
 - le numéro d'identification du composant- n° G2D (par ex : 974411251V0001),
 - le numéro du rapport de contrôle (propre au titulaire),
 - la date du contrôle,
 - le nom, la qualité et la signature du contrôleur,
 - l'indication « Non-conformités : constatées » ou « Non-conformités : SO »,
 - en cas de vérification incomplète, l'indication «contrôle incomplet»,
 - la référence de la commande (numéro du BdC)

Demande importante :

La première page du rapport fera systématiquement apparaître toute non-conformité de nature « STOP » par une mise en forme permettant au lecteur de connaître dès visualisation de la première page du rapport l'information.

- une partie où figurent les renseignements généraux :
 - un sommaire, avec indication des numéros de page pour permettre d'identifier le contenu du rapport,
 - les références des textes réglementaires précises sur la base desquels les contrôles ont été effectués,
 - le nom de l'entreprise, le nom et qualité de la ou des personnes ayant accompagné le contrôleur,
 - le classement du composant (ERP, code du travail...),
 - l'existence et le visa du registre de sécurité,
- une partie où figurent les renseignements particuliers :
 - les caractéristiques techniques de l'installation contrôlée,
 - l'indication des modifications de structure, extensions ou nouvelles affectations des locaux,
 - la méthode employée pour le contrôle,
 - la délimitation de la vérification,
 - les vérifications manquantes et leurs causes, le nom de la personne interdisant ces vérifications
- une partie où figurent les résultats du contrôle :
 - la liste des points vérifiés ainsi que les commentaires relatifs à ces vérifications,
 - les résultats des mesures et essais effectués,
 - la liste récapitulative des non-conformités, numérotées de manière continue, accompagnée des préconisations et des renvois aux pages où sont détaillées les non-conformités.

- Une partie conclusion où figure la synthèse des éléments constatés :
Un récapitulatif des non-conformités définissant clairement les actions à entreprendre ; chaque action est numérotée de façon à être aisément retrouvée dans le rapport. Les non-conformités graves ayant entraîné rapport immédiat provisoire sont identifiées. Une non-conformité est également créée au motif « contrôle incomplet ». Les non-conformités sont réparties selon les quatre niveaux suivants :
 - **STOP** : non-conformité de danger imminent avec préconisation de mise à l'arrêt ou de consignation partielle ou totale de l'installation (entraînant un **rapport immédiat provisoire**)
 - **PERS** : non-conformité affectant la sécurité des personnes, nécessitant une action corrective à court terme
 - **BIEN** : non-conformité affectant la préservation des biens, nécessitant une action corrective à court ou moyen terme
 - **ART** : non-conformité au regard du respect des règles de l'art et n'entrant pas dans l'une des trois premières typologies dont la correction peut n'être faite qu'à moyen terme.
- les annexes :
 - schémas divers,
 - photos.

Chaque rapport définitif devra être visé par le technicien qui a réalisé la prestation.

3.5.2.3 Rapport de diagnostic

Un rapport de diagnostic pourra être établi en fonction des prestations commandées. Il devra suivre les trames préconisées par la réglementation en vigueur. Il comprendra a minima :

- nom et adresse du site
- numéro de site, numéro de composant
- nom du représentant du chef d'organisme,
- nom du bâtiment, équipement diagnostiqué,
- objet du diagnostic
- rappel de réglementation,
- résultats du diagnostic,
- analyses et préconisations.

3.5.2.4 Rapport d'analyses

Un rapport d'analyse pourra être établi en fonction des prestations commandées. Il devra suivre les trames préconisées par la réglementation en vigueur. Il comprendra a minima :

- nom et adresse du site
- numéro de site, numéro de composant
- nom du représentant du chef d'organisme,
- localisation des prélèvements,
- nature des analyses,
- résultats des analyses,
- avis et préconisation.

3.5.3 Règle générale de nommage des fichiers

Le titulaire se conforme aux exigences prescrites en Annexe n°4 pour le nommage de l'intégralité des livrables émis sous version informatique.

3.5.4 Base de données du titulaire en ligne

En complément et non en substitution des versions numériques des rapports, le titulaire met à disposition par internet une base de données où :

- sont stockées les informations sur la réalisation des prestations et les versions informatiques des rapports,
- est permis le suivi du traitement des anomalies.

L'authentification se fait par mot de passe, ou par tout autre moyen comparable, à validité illimitée. Hors connexion au réseau internet, l'accès est « gratuit » (i.e. inclus dans les prix forfaitaires et unitaires de l'EPF/BPU) pour le ministère des armées et particulièrement pour le Service d'infrastructure de la défense (SID). La fréquence et le nombre de consultations sont illimités.

Après la fin du marché la plateforme restera disponible durant un minimum de 4 ans.

La base de données doit permettre un accès pour au moins 20 utilisateurs. L'administration de la base de données reste à la charge du titulaire.

Les droits doivent pouvoir être donnés en lecture ou en écriture pour chaque utilisateur, et le périmètre donné restreint à quelques immeubles, composants ou installations pour chaque utilisateur, à la demande de la DID SDS.

La base de données doit permettre la consultation et l'export sous format pdf et Excel de la planification des contrôles, des rapports définitifs, des récapitulatifs des anomalies.

Pour le suivi du traitement des anomalies par la DID SDS, les tableaux exportés doivent comporter des colonnes comme « Non-conformité récurrente Oui/Non », « Date prévisionnelle de levée de réserve », « Date réelle de levée de réserve », « Chargé d'affaire », « Observations » ...

3.5.5 Fichier de suivi des non-conformités

Le titulaire constitue un fichier (format EXCEL) de suivi des non-conformités techniques relevées dans le cadre de ses prestations. Ce fichier dont la trame est fournie en *Annexe 3* sera complétée par le titulaire à mesure des CVPO réalisés. Ce fichier rassemble l'exhaustivité des non-conformités décelées (STOP, PERS, BIEN, ART) et sa mise à jour est incluse aux prix du marché.

Le fichier de synthèse doit impérativement reprendre : numéro de site, nom de site, numéro du composant, nom du composant, installation concernée, date du contrôle, anomalie constatée, préconisation, article de réglementaire, numéro de la non-conformité, niveau STOP/PERS/BIEN/ART

Le titulaire est informé que la trame communiquée à l'appui du CCTP est indicative. La forme de ce fichier pourra évoluer autant que de besoin au cours du marché à l'initiative du maître d'ouvrage ou sur proposition du titulaire.

Le fichier est transmis mensuellement, à jour des derniers rapports (provisoires et définitifs) de CVPO réalisés, à la maîtrise d'ouvrage.

3.5.6 Calendrier macroscopique des interventions

Sur la base des éléments de suivi mensuel (cf. § ci-après), le titulaire établit un calendrier macroscopique de ses interventions :

- par grande famille de contrôles (cf. nomenclature EPF/BPU) ;
- par sites/emprises concernées.

Ce planning est mis à jour mensuellement par le titulaire qui le retransmet à la MOA 3 jours ouvrables avant la réunion de suivi mensuelle.

Le calendrier est remis en format PDF (A3 paysage) à la MOA.

4 Suivi de l'exécution des prestations

4.1 Suivi permanent

Le titulaire s'engage à donner à la DID SDS toutes les facilités pour assurer le suivi sur place de l'exécution des opérations. Il ne pourra, de quelque manière que ce soit, en arguer pour chercher à s'exonérer, en totalité ou en partie, de sa responsabilité dans le cadre de l'exécution des obligations lui incombant au titre du marché.

En cas de constatation d'une anomalie, le titulaire participe à l'analyse de l'événement à laquelle il apporte les informations dont il dispose. Ces dernières contribueront à la mise en place d'actions correctives immédiates ou différées, approuvées par la DID SDS.

Sur sa sollicitation, le titulaire doit assistance et réponse au maître d'ouvrage dans le cadre de ce suivi permanent.

4.2 Réunion de lancement

Dans l'optique de faciliter la mise en œuvre du présent accord-cadre, une réunion de lancement sera mise en place après notification du marché et annuellement à chaque renouvellement du marché.

Lors de cette réunion, où seront présents les représentants des antennes AIM-Nord et Sud, les représentants des cellules régies infra (CRI) de chaque antenne, les chargés de prévention des organismes et le titulaire du présent marché, plusieurs thèmes seront abordés :

- coordonnées des différents interlocuteurs,
- planning prévisionnel des contrôles,
- déroulement de l'exécution des contrôles,

- moyens d'accès et l'accompagnement des contrôleurs,
- plans de prévention,
- etc...

Par ailleurs, conformément à l'annexe III de l'arrêté du 10/10/2000, le titulaire du marché devra consulter pour sa mission les rapports produits les années précédentes et tout autre document disponible :

- plan des locaux, avec indication des locaux à risques particuliers d'influences externes, particulièrement risque d'incendie et risque d'explosion et, dans ce dernier cas, représentation des différentes zones ;
- plan de masse à l'échelle des installations avec implantation des prises de terre et des canalisations électriques enterrées ;
- cahier des prescriptions techniques ayant permis la réalisation des installations ;
- schémas unifilaires des installations électriques, accompagnés si nécessaire d'un synoptique montrant l'articulation des différents tableaux ;
- carnets de câbles ;
- notes de calcul justifiant du dimensionnement des canalisations et des dispositifs de protection ;
- rapport de vérification initiale et rapports de vérifications périodiques postérieures ;
- le cas échéant, déclarations CE de conformité et notices d'instructions des matériels installés dans les locaux ou emplacements à risque d'explosion ;
- liste des installations de sécurité et effectif maximal des différents locaux ou bâtiments,
- copie des attestations de conformité établies en application du décret no 72-1120 du 14 décembre 1972.

Le compte rendu de la réunion sera à la charge du titulaire et sera établi dans un délai d'une semaine.

4.3 Suivi et planification mensuels

4.3.1 Principes généraux

Le titulaire participera chaque mois à une réunion technico-contractuelle (sur une demi-journée) dans les locaux de la DID SDS dont le but sera :

- de faire un point sur l'avancement des prestations ;
- d'examiner les raisons des intervention planifiées n'ayant pas pu avoir lieu au cours de la période écoulée ;
- de proposer de nouvelles dates pour les interventions citées ci-avant ;
- de faire un point sur l'état des non-conformités ;
- de faire un point d'étape financier et administratif (BdC à venir, services faits à opérer...) ;
- de faire un point sur la qualité des rapports.

Le fichier des non-conformités sera présenté à chaque réunion. Le bilan des non-conformités de niveau STOP seront étudiées en réunion ligne à ligne.

Un compte rendu de chacune de ces réunions sera établi et diffusé par le titulaire du marché à la DID SDS dans un délai d'une semaine.

L'éventuelle mise à jour du calendrier macroscopique d'exécution sera réalisée par le titulaire et transmise à la DID SDS à l'appui du compte rendu de réunion sur la base des éléments communiqués en séance.

4.3.2 Pilotage et traçabilité

Les réunions mensuelles regroupent le titulaire et les autres parties prenantes étatiques dont :

- le chargé d'affaires CVPO de la DID-SDS ;
- les chargés de prévention des risques professionnels (CPRP) des sites FAZSOI ;
- le cas échéant, les représentants des antennes de la DID SDS.

Le pilotage de la réunion est de la responsabilité du chargé d'affaire CVPO de la DID-SDS.

Ce pilotage a pour objectif de :

- apprécier l'état d'avancement des contrôles validés en dernière séance et le confronter avec les prévisions suivantes du planning ;
- proposer la planification concrètes des contrôles (par typologie et par site) et valider collégalement les dates en séance avec les CPRP (dates devenant *a posteriori* de la réunion des objectifs contractuels assujettis à pénalité en cas de retard d'exécution) ;
- discuter des éventuels dysfonctionnements au cours des inspections (absence d'accompagnement, difficultés rencontrées par le titulaire, indication des installations et/ou équipements identifiés erronés, report, *etc.*) ;
- identifier les éventuels STOP et/ou NC majeures détectés durant les inspections et devant donné lieu à des prises de dispositions immédiates de la part des exploitants ;
- évaluer l'avancement physico-financier des différentes prestations en cours (émission des rapports, SF inhérents, *etc.*).

Les modalités précises d'organisation des réunions mensuelles seront détaillées au titulaire au cours de la réunion de lancement. En particulier, le titulaire est informé que le pilotage et la traçabilité de la planification des CVPO dont il a la charge s'opère sur la base d'un fichier synthèse de recensement des contrôles dont la mise à jour est à la charge exclusive du chargé d'affaire CVPO de la DID SDS. Ce fichier est alimenté et mis à jour en séance dans les réunions de suivi mensuel. Ce fichier est transmis au titulaire et recense les dispositions de planification fine actées en réunion mensuelle.

ANNEXE 1 - Liste des ouvrages

[Fichier EXCEL](#)

ANNEXE 2 - Description des contrôles

Nota :

- les livrables à établir et mentionnées ci-dessous seront remis à la maîtrise d'ouvrage conformément aux délais imposés dans le bon de commande des interventions.
- le déplacement est inclus dans chacune des prestations du EPF/BPU.

A-0) VISITE DES SITES ET RECENSEMENT	19
B-0) VISITE D'UN BATIMENT ET RECENSEMENT.....	19
B-1) ACCESSIBILITE DES BATIMENTS AUX PERSONNES A MOBILITE REDUITE.....	19
B-2) QUALITE DE L'AIR	21
B-3) AMIANTE.....	23
B-4) APPAREILS, ACCESSOIRES DE LEVAGE ET FOURNITURES ASSOCIEES	28
B-5) ASCENSEURS, MONTE-CHARGES, ELEVATEURS DE PERSONNES.....	30
B-6) CUVES, BASSINS, RESERVOIRS	33
B-7) DIAGNOSTICS TECHNIQUES IMMOBILIERS.....	34
B-8) EAU.....	35
B-9) ENERGIE THERMIQUE	37
B-10) EQUIPEMENTS ET APPAREILS SOUS PRESSION	38
B-11) EQUIPEMENTS SPORTIFS ET EQUIPEMENTS D'AIRES COLLECTIVES DE JEUX	39
B-12) GAZ MEDICAUX ET PRISES MURALES	40
B-13) INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	41
B-14) REJETS AQUEUX	43
B-15) PORTES ET PORTAILS	44
B-16) PROTECTION Foudre	46
B-17) PROTECTION DES TRAVAILLEURS	48
B-18) RAYONNEMENTS	53
B-19) SECURITE INCENDIE	55
B-20) INSPECTION DES SYSTEMES DE CLIMATISATION ET DES POMPES A CHALEUR REVERSIBLES	57
B-21) DISCONNECTEURS	58
B-22) PRESTATIONS ANNEXES.....	59

A-0) Visite des sites et recensement

Cette prestation a pour objet la visite d'un site (dit immeuble) afin d'une part de recenser au sein d'un livrable (rapport de visite) toutes les caractéristiques techniques du site avec ses bâtiments, installations et équipements concernés par les prestations objet du présent marché et d'autre part de planifier toutes les prestations à réaliser pendant a minima la durée totale du contrat.

Le recensement permettra aussi au titulaire d'établir et de transmettre les projets de devis à partir desquels la maîtrise d'ouvrage pourra passer ses commandes. Le recensement est organisé par site sachant qu'un site contient plusieurs bâtiments. Le recensement est remis à la maîtrise d'ouvrage et fait l'objet d'un livrable.

B-0) Visite d'un bâtiment et recensement

Cette prestation a pour objet la visite d'un bâtiment afin d'une part de recenser au sein l'un livrable (rapport de visite) toutes les caractéristiques techniques du bâtiment y compris de ses installations et équipements concernés par les prestations objet du présent marché et d'autre part de planifier toutes les prestations à réaliser pendant a minima la durée totale du contrat.

Cette prestation permettra de mettre à jour le recensement d'un site suite à des modifications intervenues pendant la durée totale du contrat suite à des travaux. Le recensement est remis à la maîtrise d'ouvrage.

B-1) Accessibilité des bâtiments aux personnes à mobilité réduite

B-1-1) Diagnostic accessibilité des bâtiments aux personnes à mobilité réduite

Cette prestation est exécutée dans les conditions prévues, notamment par la loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées rend obligatoire la mise en accessibilité des établissements recevant du public. L'objectif est que toute personne en situation de handicap puisse accéder aux bâtiments publics, locaux d'habitation, ERP, IOP, lieux de travail, y circuler et recevoir les informations qui y sont diffusées sans aucun problème de circulation ou accès. La prestation est notamment définie suivant :

- pour tous les bâtiments : code de la construction et de l'habitation article L 111-7 ;
- pour les lieux de travail : code du travail articles R4214-26 à R4214-28, arrêté du 27.06.1994, code du travail articles R4225-6 à R4225-8.
- pour les établissements recevant du public (ERP) et installations ouvertes au public (IOP) :
 - pour le neuf : code de la construction et de l'habitation articles L 111-7-1 et R111-19 à R 111-19-5, arrêté du 20.04.2017
 - pour l'existant : code de la construction et de l'habitation articles L 111-7-3 et R 111-19-7 à R 111-19-12, arrêté du 08.12.2014
 - neuf et existant : code de la construction et de l'habitation articles L 111-7-4 et R 111-19-27, arrêté du 22.03.2007, code de la construction et de l'habitation

article R123-22, arrêté du 11.09.2007, code de la construction et de l'habitation articles L 111-7-3 et R 111-19-60 arrêté du 19.04.2017

- pour les locaux d'habitation : code de la construction et de l'habitation articles L 111-7-1 et R 111-18 à R 111-18-7 arrêté du 24.12.2015, code de la construction et de l'habitation articles L 111-7-1 et R 111-18 à R 111-18-7 arrêté du 14.03.2014, code de la construction et de l'habitation articles L 111-7-2 et R 111-18-8 à R 111-18-11 arrêté du 26.02.2007, code de la construction et de l'habitation articles L 111-7-4 et R 111-19-27 arrêté du 22.03.2007.

Le diagnostic d'un bâtiment donnera lieu à la production d'un livrable.

B-1-2) Assistance technique à la mise en place du registre public d'accessibilité

Cette prestation a pour objectif de réaliser une assistance technique à la mise en place du registre public d'accessibilité. Ce registre contient notamment, le document d'aide à l'accueil des personnes handicapées à destination du personnel en contact avec le public, les modalités de maintenance des équipements d'accessibilité tels que les ascenseurs, élévateurs et rampes amovibles automatiques. La prestation est notamment définie suivant :

- décret n°2017-431 du 28 mars 2017,
- arrêté du 19 avril 2017.

La mission consistera à :

- réaliser un rendez-vous afin d'établir la liste des documents constitutifs du registre en fonction de la situation du bâtiment,
- recoler les documents constitutifs du registre,
- réaliser le registre au format pdf,
- établir une fiche de synthèse selon modèle de la délégation ministérielle à l'accessibilité (DMA).

B-1-3) Diagnostic accessibilité voiries et espaces publics

Cette prestation est exécutée dans les conditions prévues, notamment par la loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées rend obligatoire la mise en accessibilité de la voirie et des espaces publics. L'objectif est que toute personne en situation de handicap puisse accéder aux voiries et aux espaces publics. La prestation est notamment définie suivant :

- décret n°2006-1657 du 21.12.2006,
- décret n°2006-1658 du 21.12.2006
- et arrêté du 15.01.2007.

Le diagnostic donnera lieu à la production d'un livrable.

B-2) Qualité de l'air

La surveillance de la qualité de l'air consiste à une évaluation des systèmes d'aération et une campagne de mesures des polluants (formaldéhyde, benzène et dioxyde de carbone). En cas de dépassement des valeurs de références, les sources de pollutions doivent être identifiées et des actions pour y remédier prévues. Des mesures ponctuelles sont également réalisées pour des agents chimiques à périodicité régulière n'entrant pas dans le cadre de la stratégie de mesurage. Le cadre réglementaire est le suivant :

- code de l'environnement Articles R221-30 à 37 Décret n°2011-1728 du 02/12/2011,
- décret n° 2011-1727 du 02/12/2011,
- décret n°2012-14 du 05/01/2012,
- arrêté du 1er juin 2016,
- décret n°1926 du 30 décembre 2015,

Le laboratoire d'analyses est soumis au programme **COFRAC LAB REF 30**

B-2-1) Vérification de la qualité de l'air dans certains bâtiments ERP

La prestation peut comprendre notamment :

- une évaluation des dispositifs d'aération-ventilation selon une grille d'inspection donnée : cette prestation réglementaire comporte pour chaque pièce examinée : un constat de la présence ou non d'ouvrants donnant sur l'extérieur, une vérification de la facilité d'accès aux ouvrants donnant sur l'extérieur et de leur manoeuvrabilité ; un examen visuel des bouches ou grilles d'aération existantes. Un rapport est établi par établissement, conformément à l'arrêté du 1er juin 2016.
- l'établissement d'une stratégie de prélèvement (collecter les renseignements préliminaires aux mesures, définir des "groupes de pièces représentatifs", définir le nombre de pièces à instrumenter, définir un point représentatif de prélèvement pour chaque salle d'enseignement ou d'activité investiguée) ;
- une assistance à l'auto diagnostic de la qualité de l'air intérieur dans les ERP (Diagnostic selon le guide de l'INERIS) et à la mise en oeuvre d'un programme d'actions de prévention de la Qualité de l'Air Intérieur

Le guide INERIS prévoit des grilles d'autodiagnostic qui permettent d'établir un plan d'actions de prévention de la qualité de l'air intérieur. Des situations pouvant conduire à une éventuelle dégradation de la QAI sont identifiées, puis évaluées par des mesures ponctuelles par exemple.

La prestation propose l'assistance à la rédaction des grilles du guide INERIS et à la mise en oeuvre d'un programme d'actions de prévention de la Qualité de l'Air Intérieur. Le rapport correspondant comportera en complément le plan d'échantillonnage des éventuelles mesures ponctuelles à réaliser.

- la mesure des polluants : campagnes de mesures de formaldéhyde et de benzène (sur 4,5 jours) espacés de 5 à 7 mois, ces campagnes auront lieu à une en période hivernale (période de chauffe de l'établissement) et l'autre en période estivale (entre mai et fin septembre) et lorsque l'établissement est en activité ; 1 campagne de mesure de CO2 (sur 4,5 jours) en période de chauffage,
- le diagnostic de respect ou de dépassement des valeurs de référence dont l'objet porte notamment sur : identifier les sources de pollution concernée (évaluation des émissions par les matériaux et équipements en place), caractériser les performances du système d'aération / ventilation et analyser les activités pratiques dans les locaux.

B-2-2) Vérification périodique des installations d'aération et d'assainissements et réseaux associés

Il s'agit de contrôler les systèmes d'aération et d'assainissement notamment dans des locaux de travail conformément au code du travail (R 4212-1 à R 4222-1 à 26) et à l'arrêté du 8 octobre 1987.

Les locaux à pollution non spécifique sont définis comme les locaux dans lesquels la pollution est liée à la seule présence humaine, à l'exception des locaux sanitaires.

Les locaux à pollution spécifique sont définis comme les locaux dans lesquels des substances dangereuses ou gênantes sont émises sous forme de gaz, vapeurs, aérosols solides ou liquides autres que celles qui sont liées à la seule présence humaine ainsi que locaux pouvant contenir des sources de micro-organismes potentiellement pathogènes et locaux sanitaires.

Les textes de références sont :

- l'arrêté du 8 octobre 1987 relatif au contrôle périodique des installations d'aération et d'assainissement des locaux de travail ;
- les articles R 4211-1 à R 4211-5 du Code du travail, fixant les Obligations du maître d'ouvrage pour la conception des lieux de travail - Dossier de maintenance, relatif à l'aération et l'assainissement des locaux de travail ;
- les articles R 4221-1 à R 4222-26 du Code du travail, fixant les obligations de l'employeur pour l'utilisation des lieux de travail - Aération, assainissement ;
- les articles R 4212-1 à R 4212-7 du Code du travail, fixant les obligations du maître d'ouvrage pour la conception des lieux de travail – Aération, assainissement ;
- les textes réglementaire ou normatif fixant des méthodologies et objectifs de résultats des contrôles sur des équipements spécifiques (sorbonnes de laboratoire, cabines de peinture, systèmes de captage, ...).

La prestation réalisée comprend notamment :

- sur les centrales de traitement d'air :
 - débit global minimum d'air neuf,
 - pressions statiques et vitesses d'air,
 - caractéristiques des filtres (classe d'efficacité, perte de charge initiale et maximale admissible),

- examen visuel général des installations de ventilation et de traitement d'air.
- sur les extracteurs :
 - débit global minimum d'air extrait,
 - pression statique et vitesses d'air,
 - examen visuel des installations.
- dans les locaux sanitaires :
 - débit minimum d'air introduit,
 - examen visuel des installations.

Certains équipements ou installations sont soumis à des contrôles supplémentaires pour attester de la conformité du poste de travail.

La prestation donnera lieu à la production d'un rapport de contrôle.

B-3) Amiante

B-3-1) Repérage de l'amiante avant travaux

L'objectif est de connaître la présence d'amiante dans les composants et les parties de composants concernés par des travaux programmés dans les immeubles bâtis dont le permis de construire a été déposé avant le 1er juillet 1997. Le Titulaire effectue les investigations nécessaires à l'établissement du rapport de repérage de l'amiante avant travaux, sur le périmètre des travaux projetés.

La prestation nécessite notamment un échange préalable avec le bénéficiaire (prise en compte du projet de travaux, des objectifs et contraintes), une analyse de la situation documentaire (recollement des documents relatifs à l'amiante (DTA) dans le bâtiment et aux documents décrivant les travaux...), un repérage sur site (visite sur site pour repérage des produits et matériaux contenant ou non de l'amiante concernés par les travaux, sondages et prélèvements d'échantillons selon la norme NF X 46-020), analyse en laboratoire des échantillons de matériaux prélevés pour détection de la présence ou non d'amiante puis, établissement du rapport de repérage avant travaux.

Les textes de référence sont :

- code du Travail : articles L4412-2, R4412-97,
- norme NF X 46-020 du 5 août 2017.

B-3-2) Vérification du confinement lors des travaux

L'objectif est de vérifier par rapport au Code du Travail les dispositions de confinement des zones dans lesquelles sont réalisés des travaux en présence d'amiante. Le Titulaire vérifie notamment, à l'occasion des travaux et par rapport au Code du Travail, la conformité des dispositions prévues et mises en œuvre par l'entreprise, pour prévenir, par le confinement, les risques de dispersion de fibres à l'extérieur de la zone de travail.

La prestation nécessite notamment un échange préalable avec le bénéficiaire (prise en compte des objectifs et contraintes du bénéficiaire, du marché de travaux et du plan de retrait de l'entreprise), une analyse des documents techniques par rapport aux exigences réglementaires du Code du Travail, en particulier l'arrêté du 8 avril 2013 relatif aux moyens de protection collective, la réception du confinement (présence à la réception des parois du confinement avec éventuellement au test de fumée), examen visuel par une visite périodiques du maintien intact du confinement en cours de travaux puis, établissement du rapport de fin de mission.

B-3-3) Mesures d'empoussièrement libératoire des zones confinées

L'objectif est de vérifier que la concentration en fibres d'amiante dans l'air à l'intérieur du confinement permet le démontage de celui-ci. Le Titulaire procède, à l'issue des travaux, aux mesures d'empoussièrement dans le confinement pour répondre aux exigences réglementaires (Arrêté du 08/04/2013 - Article 12 et Code du travail Article 4412-140).

La prestation nécessite notamment un échange préalable avec le bénéficiaire (notamment prise en compte du descriptif des travaux et validation de la fin des travaux), l'établissement d'une stratégie d'échantillonnage (définition des conditions précises de réalisation du prélèvement), prélèvement d'air dans le confinement à l'issue des travaux selon le référentiel **COFRAC Lab Ref 26** ou équivalent, relatif au Code du Travail, comptage des fibres en **laboratoire accrédité** et rédaction du rapport.

B-3-4) Mesures d'empoussièrement après travaux ou de surveillance

L'objectif est de vérifier que la concentration en fibres d'amiante dans l'air respecte les limites réglementaires. Le Titulaire procède aux mesures d'empoussièrement dans les locaux (après les travaux, matériaux dégradés...) pour répondre aux exigences réglementaires du code de la santé publique R1334-27-2, R1334-29-3.

La prestation nécessite notamment un échange préalable avec le bénéficiaire (notamment prise en compte du descriptif des travaux et validation de la fin des travaux), l'établissement d'une stratégie d'échantillonnage (définition des conditions précises de réalisation du prélèvement), prélèvement d'air dans les locaux à l'issue des travaux selon le référentiel **COFRAC Lab Ref 26** relatif au Code de la Santé Public, comptage des fibres **en laboratoire accrédité** et rédaction du rapport.

B-3-5) Repérage de l'amiante avant démolition

L'objectif est d'identifier la présence d'amiante dans les composants et les parties de composants d'un immeuble bâtis dont le permis de construire a été déposé avant le 1er juillet 1997 avant sa démolition. Le Titulaire effectue les investigations nécessaires à l'établissement du rapport de repérage de l'amiante avant démolition d'un immeuble bâti.

La prestation nécessite notamment un échange préalable avec le bénéficiaire (prise en compte des objectifs et des contraintes du bénéficiaire, étude des documents relatifs à l'amiante (DTA) dans l'immeuble et aux documents décrivant les modes opératoires de démolition),

visite sur site pour repérage de l'ensemble des composants contenant ou non de l'amiante, prélèvement d'échantillons selon la norme, analyse en laboratoire des échantillons de matériaux pour détection de la présence ou non d'amiante et rédaction du rapport de repérage avant démolition.

Les textes de référence sont :

- code de la santé publique R1334-19, R1334-22,
- arrêté du 26 juin 2013 relatif au repérage des produits et matériaux de la liste C contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage,
- norme NF X 46-020 du 5 août 2017.

B-3-6) Intégration des travaux de retrait dans la fiche récapitulative

L'objectif est de modifier la fiche récapitulative en fonction des informations liées aux travaux. A partir de l'examen visuel des composants ayant fait l'objet d'un retrait, le Titulaire reporte sur la fiche récapitulative les modifications liées aux travaux suivis.

La prestation nécessite notamment une réunion préalable avec le bénéficiaire (récolement des documents relatifs aux travaux tel que le plan de retrait, BSDA, examen visuel...) et l'intégration dans la fiche récapitulative des informations liées aux travaux portés à la connaissance du Titulaire.

B-3-7) Repérage Amiante pour réalisation du dossier technique amiante (DTA)

L'objectif, pour les immeubles bâtis dont le permis de construire a été déposé avant le 1er juillet 1997, est d'effectuer la constitution des DTA et de leur fiche récapitulative y compris l'évaluation de l'état de conservation des matériaux amiantés (listes A et B).

Le Titulaire effectue un repérage initial de la présence d'amiante dans les produits et matériaux des listes A et B.

Un rapport de repérage, ainsi que la fiche récapitulative du DTA et le DTA sont réalisés.

Les textes de référence sont :

- code de la santé publique : articles R1334-17, R1334-18, R1334-20, R1334-21, R1334-29-5
- arrêté du 12 décembre 2012 modifié relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux de la liste A contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage
- arrêté du 12 décembre 2012 modifié relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux de la liste B contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage
- arrêté du 21 décembre 2012 relatif aux recommandations générales de sécurité et au contenu de la fiche récapitulative du « dossier technique amiante »
- norme NF X 46-020 du 5 août 2017

B-3-8) Repérage Amiante pour mise à jour du diagnostic technique amiante (DTA)

L'objectif pour les immeubles bâtis dont le permis de construire a été déposé avant le 1er juillet 1997, est d'effectuer la mise à jour complète des DTA et de leur fiche récapitulative, par rapport aux évolutions réglementaires et à toute action relative à l'amiante dans l'immeuble bâti (évaluation périodique, mesure d'empoussièrement, retrait, encapsulage). Le Titulaire effectue un repérage de la présence d'amiante dans le cadre du nouveau contexte réglementaire, prenant en compte l'évolution des composants dans l'immeuble et les informations sur les travaux réalisés. Un nouveau rapport de repérage, ainsi que la fiche récapitulative du DTA et le DTA sont mis à jour, conformément à l'article 4 du décret du 3 juin 2011.

La prestation nécessite notamment un échange préalable avec le bénéficiaire (récolement des documents et détermination du support de présentation du DTA).

Les textes de référence sont :

- code de la santé publique : articles R1334-17, R1334-18, R1334-20, R1334-21, R1334-29-5,
- arrêté du 12 décembre 2012 modifié relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux de la liste A contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage,
- arrêté du 12 décembre 2012 modifié relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux de la liste B contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage,
- arrêté du 21 décembre 2012 relatif aux recommandations générales de sécurité et au contenu de la fiche récapitulative du « dossier technique amiante »,
- norme NF X 46-020 du 5 août 2017.

B-3-9) Evaluation de l'état de conservation des matériaux amiantés

L'objectif est d'effectuer les visites d'examen périodique de l'état de conservation des MCA des listes A et B. La prestation nécessite notamment une réunion préalable avec le bénéficiaire pour consultation du précédent rapport d'examen périodique et du rapport initial de repérage, une évaluation de l'état de conservation et cotation nécessaire, et l'établissement du rapport.

Les textes de référence sont :

- code de la santé publique : articles R1334-20, R1334-21, R1334-23
- arrêté du 12 décembre 2012 modifié relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux de la liste A contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage
- arrêté du 12 décembre 2012 modifié relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux de la liste B contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage

B-3-10) Examen visuel après travaux

L'objectif est de vérifier que le retrait des produits et matériaux contenant de l'amiante a été effectué comme prévu au marché de travaux. A l'issue des travaux de retrait ou encapsulage de l'amiante, le Titulaire procède notamment à la visite des zones de travaux afin d'effectuer l'examen visuel des zones traitées selon le code de la santé publique R1334-29-3 et conformément à la norme NF X 46-021. La prestation nécessite notamment un échange préalable avec le bénéficiaire (prise en compte du descriptif des travaux, validation de la fin des travaux), une visite de site pour vérifier visuellement le retrait complet des composants contenant de l'amiante selon la norme NF X46-021 ou équivalent (2 visites par confinement sont nécessaires : avant puis après démontage), la rédaction du rapport d'examen.

B-3-11) Repérage amiante locatif

L'objectif est de réaliser un état mentionnant l'absence ou la présence de matériaux ou produits de la construction contenant de l'amiante des matériaux et produits des listes A et B dans les immeubles d'habitation ne comportant qu'un seul logement, et les parties privatives des immeubles collectifs d'habitation, dont le permis de construire a été déposé avant le 1er juillet 1997. Le contenu du rapport est celui prévu par le paragraphe 2° de l'article L 271-4 du Code de la Construction et de l'Habitation.

Les textes de référence sont :

- article 3-3 de la loi n°89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant
- modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986
- arrêté du 12 décembre 2012 modifié relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux de la liste A contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage
- arrêté du 12 décembre 2012 modifié relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux de la liste B contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage
- norme NF X 46-020 du 5 août 2017

B-3-12) Repérage amiante dans les enrobés

La mission a pour objet d'effectuer un ou plusieurs prélèvements ponctuels d'enrobés pour analyse en vue d'une recherche de présence d'amiante et/ou de HAP (Hydrocarbure Aromatique Polycyclique).

Les textes de référence sont :

- la sous-section 4 du décret 2012-639 relatif aux risques d'exposition à l'amiante.
- la méthodologie employée est conforme au «Guide d'aide à la caractérisation des enrobés bitumineux » rédigé par le Comité de Pilotage national « Travaux Routiers - Risques Professionnels »

B-4) Appareils, accessoires de levage et fournitures associées

Cette prestation porte sur des appareils ou des accessoires de levage. La vérification des appareils et des accessoires de levage comprend notamment l'examen de l'état de conservation des parties constituantes visibles sans démontage, le contrôle de l'état de conservation des accessoires de levage (élingues, palonnier, etc.) et les essais de fonctionnement en charge statique et dynamique.

La prestation est réalisée sans fourniture de charges.

Toutefois, en cas de location de charges associée à la commande de prestation, le titulaire doit, en outre, veiller à (liste non exhaustive) la réalisation de l'essai et la mise à disposition des charges nécessaires à la réalisation des épreuves statiques et dynamiques des appareils et accessoires de levage, les gueuses et masses divisibles pour les essais en charge, le transport sur site des charges, le matériel nécessaire à la mise en place des charges (escabeaux, échelles, tir fort, élingues, ponts roulants, potences, véhicules, palan à chaînes, chèvre, tire fonceuse etc.).

La vérification des accessoires de levage (élingues, palonnier, pince auto-serrante, aimant, ventouse, etc...) comprend notamment l'examen de l'état de conservation permettant de déceler toute déformation susceptible d'être à l'origine de situations dangereuses, telles que, par exemples, déformation, hernie, étranglement, torons ou fils cassés, linguet détérioré, autres limites d'emploi précisées par la notice d'instruction du fabricant.

Concernant notamment les échafaudages, gazelles, sauterelles, échelles mobiles et fixes et à crinoline, escabeaux, marche pied, équilibreur et comprend, la vérification comprend notamment l'examen de l'état de conservation des parties constituantes visibles sans démontage (charpente, ossature, assemblages, fixations, affichage des capacités, identification de l'accessoire, consignes de sécurité) et les essais de fonctionnement ou de montage.

Les appareils et accessoires de levage sont listés au sein du Bordereau de prix unitaire, annexé à l'acte d'engagement. Les textes de référence sont les suivants :

- pour les appareils de levage : arrêté du 01/03/2004 article 2-a, circulaire DRT n° 2005-04 du 24/03/2005,
- pour les accessoires de levage : arrêté du 01/03/2004 article 2-b,
- pour les appareils « hors option levage » : arrêté du 5 mars 1993 modifié,
- pour les équipements de travail non soumis aux arrêtés cités précédemment : article R4321-1 du code du travail pour la vérification générale périodique avec un examen de l'état de conservation et des essais de fonctionnement.

B-4-1) Vérification avant mise en service des appareils et accessoires de levage (neuf, d'occasion, ou en location et le cas échéant leur(s) support(s))

La prestation se limite à la vérification de l'existence du rapport d'examen d'adéquation prévu à l'article 5-I de l'arrêté du 01/03/2004 et la prise en compte de ses conclusions.

Les textes de référence sont les suivants :

- code du travail articles R4312-3 et R4323-22,
- arrêté du 01/03/2004 : articles 5-1, 5-2, 6, 7, 8, 10, 11, 13, 14, 15, 16, 17, 25-1, 25-2, 26
- arrêté du 22/10/2009
- arrêté du 21/12/2004
- circulaire DRT n°2005/04 du 24/03/2005

B-4-2) Vérification générales périodique des appareils et accessoires de levage

La prestation consiste à réaliser :

- l'examen de l'état de conservation
- les essais de fonctionnement consistant :
 - à s'assurer de l'efficacité de fonctionnement :
 - des freins ou dispositifs équivalents destinés à arrêter, puis à maintenir, dans toutes leurs positions, la charge ou l'appareil ;
 - des dispositifs contrôlant la descente des charges ;
 - des dispositifs limitant les mouvements de l'appareil de levage et de la charge tels que limiteurs de course, limiteurs de relevage, limiteurs d'orientation, dispositifs anticollision, dispositifs parachutes ;
 - à déclencher, lorsqu'ils existent :
 - les limiteurs de charge et de moment de renversement (fonctionnement aux valeurs définies dans la notice d'instructions ou à moins de 1.1 fois la charge ou le moment maximal).

Les textes de référence sont les suivants :

- code du travail : Article R 4323-23
- arrêté du 01/03/2004 : Article 6b, 6c et 9, 23 et 23a, 24
- arrêté du 21/12/2004

B-4-3) Vérification lors de la remise en service des appareils et accessoires de levage

La prestation se limite à la vérification de l'existence du rapport d'examen d'adéquation prévu à l'article 5-I de l'arrêté du 01/03/2004 et la prise en compte de ses conclusions.

Les textes de référence sont les suivants :

- code du travail articles R4323-28,
- arrêté du 01/03/2004 : articles 5-1, 5-2, 6, 9, 10, 11, 19, 20-2, 20-3, 20-4, 20-5 et 20-6 et 21
- arrêté du 21/12/2004
- circulaire DRT n°2005/04 du 24/03/2005

B-5) Ascenseurs, monte-charges, élévateurs de personnes

Les textes de référence sont :

- code de la construction et de l'habitation : Article R. 125-2-4
- directive 2014/33/UE
- décret n°2016-550 du 03 mai 2016
- code du travail : article R. 4323-23
- arrêté du 29/12/2010 relatif aux vérifications générales périodiques portant sur les ascenseurs et les monte-charges ainsi que sur les élévateurs de personnes et modifiant l'arrêté du 1er mars 2004 relatif aux vérifications des appareils et accessoires de levage
- arrêté du 10/10/2005

B-5-1) Contrôle technique des ascenseurs (quinquennal)

Le contrôle est effectué par **un organisme agréé ou accrédité COFRAC** en application de l'article R.125-2-4 du code de la construction et de l'habitat par un organisme ou une personne selon les dispositions de l'article R.125-2-5 du code de la construction et de l'Habitat (CCH) justifiant de son impartialité.

Le contrôle technique réglementaire a notamment pour objet de contribuer à la prévention des aléas techniques, et de vérifier l'application de la réglementation et notamment que les appareils auxquels s'applique le décret n°2000-810 du 24/08/2000 relatif à la mise sur le marché des ascenseurs sont équipés des dispositifs prévus par ce décret et que ceux-ci sont en bon état (ascenseurs disposant du marquage CE), que les appareils qui n'entrent pas dans le champ d'application du décret du 24/08/2000 susmentionné, sont équipés des dispositifs de sécurité prévus par les articles R.125-1-1 et R.125-1-2 et que ces dispositifs sont en bon état, ou que les mesures équivalentes ou prévues à l'article R.125-1-3 sont effectivement mises en oeuvre et repérer tout défaut présentant un danger pour la sécurité des personnes ou portant atteinte au bon fonctionnement de l'appareil.

Les catégories d'installations d'ascenseurs soumises au contrôle quinquennal sont définies à l'article R125.1 du CCH. La liste des contrôles sont définies par l'arrêté du 27/07/2005 modifiant l'arrêté du 18/11/2004.

B-5-2) Vérification générale périodique des équipements de transport mécanique

L'objectif de la vérification générale périodique est de détecter en temps utile toute détérioration susceptible de créer des dangers pour les utilisateurs d'un équipement de transport mécanique. Ces équipements sont notamment les ascenseurs tels que définis au sein du décret 2000-810 modifié, relatif à la mise sur le marché des ascenseurs, les monte-charges, accessibles et non accessibles aux personnes, y compris les installations de parcage automatique de véhicules à déplacement vertical, visés aux 1° et 2° de l'article R.4324-46 du code du travail et les élévateurs pour personnes à mobilité réduite. Cette vérification est notamment réalisée sur la base de la grille figurant dans le cahier de charge COPREC ou équivalent pour les vérifications périodiques des ascenseurs, monte-charges et élévateurs de personnes dans les établissements soumis au code du travail. Elle comporte notamment un essai de fonctionnement et un examen de l'état de conservation définis par l'arrêté du 29 décembre 2010.

Elle permet notamment au bénéficiaire de statuer sur le respect des exigences de sécurité telles qu'elles sont définies par l'arrêté du 29/12/2010 et par le décret 2008-1325 relatif à la sécurité des travailleurs qui interviennent sur ces équipements dont il a la responsabilité. En plus de la vérification générale périodique, cette prestation comporte le contrôle et l'interprétation des essais relatifs à l'éclairage normal et de secours de la zone de machinerie et de poulies (locaux), de la gaine et des abords de portes paliers, aux dispositifs de protections électriques, aux équipements sur le toit de l'habitable, aux équipements dans la cuvette, aux équipements dans le local de machines et de poulies, aux dispositifs de protections de parties tournantes, au dépannage à main ou manoeuvre de rappel, à l'usage exclusif de l'espace réservé à l'ascenseur, à l'état général des éléments de l'installation. Les examens et essais effectués sont ceux réalisables sans démontage et en utilisant les accès permanents ou spécialement aménagés, appropriés et en bon état.

B-5-3) Vérification réglementaire en exploitation des ERP du 1^{er} groupe et vérification technique en exploitation des ERP du 2^{ème} groupe

Ces vérifications doivent être effectuées par **un organisme agréé par le ministre de l'intérieur**, dans des établissements ouverts au public, afin d'informer le bénéficiaire, par des observations clairement définies, de l'état des installations par rapport au risque d'incendie, afin qu'il prenne toutes dispositions pour remédier aux anomalies constatées. Elles permettent notamment de justifier auprès de l'administration du respect des obligations en application de la réglementation sécurité-incendie ; de se conformer aux exigences en vue d'assurer la sécurité des personnes et des biens, au regard des dangers présentés par les équipements de transport mécanique mis à leurs dispositions.

⇒ Vérification réglementaire en exploitation dans les ERP du 1^{er} groupe

L'intervention s'effectue par référence aux dispositions du RS ERP applicables, selon le cas, aux ascenseurs, aux escaliers mécaniques et/ou aux trottoirs roulants. Elle a notamment pour objet d'informer l'exploitant de l'état de ces installations au regard du risque d'incendie. A ce titre, elle porte notamment sur l'existence des moyens nécessaires à l'entretien et à la

maintenance des ascenseurs ; l'état apparent d'entretien et de maintenance des ascenseurs ; le bon fonctionnement des installations de sécurité.

Les textes de référence sont les suivants : articles AS 9 et AS 10, PE 4§2 et PS 32 du RS ERP.

⇒ Vérification technique en exploitation dans les ERP du 2^{ème} groupe

L'intervention s'effectue par référence aux dispositions du RS ERP applicables aux ascenseurs installés dans des établissements du premier groupe. Elle a notamment pour objet d'informer l'exploitant de l'état de ces installations au regard du risque d'incendie. A ce titre, elle porte notamment sur l'existence des moyens nécessaires à l'entretien et à la maintenance des ascenseurs ; l'état apparent d'entretien et de maintenance des ascenseurs et le bon fonctionnement des installations de sécurité.

Les textes de référence sont les suivants : article PE 1 §2 du RS ERP.

B-5-4) Levée des réserves

La prestation a pour objet de s'assurer que les réserves identifiées ou les prestations commandées ont bien été réalisées et qu'elles sont conformes aux règles de l'art. L'objectif est d'éviter de futurs problèmes de fonctionnement ou de sécurité, liés à une mauvaise réalisation des opérations/travaux commandés. Elle se déroulera en 3 étapes :

- analyse des observations émises lors de la précédente mission,
- contre-visite sur site pour vérifier la qualité du travail effectué,
- création d'une note de synthèse des réserves, notifiant les éventuels points restants à traiter.

B-5-5) Vérification technique

La prestation a pour objet la réalisation par un organisme agréé d'une vérification initiale ou avant remise en service suite à une transformation importante de l'ascenseur. Cette vérification porte sur le respect des dispositions réglementaires applicables aux risques d'incendie et de panique. La prestation donne lieu à l'établissement d'un rapport de contrôle.

Les textes de référence sont les suivants : article AS 9 de l'arrêté du 25/06/1980

B-5-6) Etat des lieux ascenseur

La prestation a pour objectif de réaliser un état initial de l'installation contradictoire avec le prestataire entrant en charge de l'entretien et de la maintenance. La prestation se décompose en quatre parties :

- examen de l'installation (relevé des caractéristiques techniques, datation des différentes parties de l'appareil)
- diagnostic de la maintenance de l'installation
- réalisation d'une synthèse des observations de maintenance (identification des différents points à traiter, répartition des réserves aux différents intervenants)
- validation de l'état initial de l'installation en présence des partis

B-6) Cuves, bassins, réservoirs

B-6-1) Visites périodiques dans établissements soumis au code du travail

Les cuves, bassins et réservoirs doivent être construits, installés et protégés dans les conditions assurant la sécurité des travailleurs. L'installation ou, à défaut, les dispositifs de protection desdites cuves, bassins ou réservoirs doivent être tels qu'ils empêchent les travailleurs d'y tomber. Des mesures appropriées doivent garantir les travailleurs contre les risques de débordement ou d'éclaboussures, ainsi que contre les risques de déversement par rupture des parois des cuves, bassins, réservoirs, touries et bonbonnes contenant des produits susceptibles de provoquer des brûlures d'origine thermique ou chimique. Des visites périodiques destinées à s'assurer de l'état des cuves, bassins et réservoirs contenant des produits corrosifs doivent avoir lieu (cf. article R 4412-25 du code du travail). Ces visites sont effectuées par un personnel qualifié. La date de chaque vérification et ses résultats sont consignés sur le registre de sécurité prévu à l'article L. 620-6 du Code du Travail.

Les textes de référence sont les suivants :

- articles R 4224-7 et R 4412-23 à R 4412-26 du code du travail,
- décret n°2008-244 du 07/03/2008.

B-6-2) Contrôles dans établissements assujettis à la réglementation ICPE

Réservoirs enterrés de liquides inflammables relevant des catégories B, C et D et canalisations associées au sein d'une ICPE :

Contrôle d'étanchéité des réservoirs simple peau, en contact avec le sol

Arrêté du 22/06/1998 : Article 13

Contrôle d'étanchéité des canalisations de remplissage, de soutirage ou de liaison simple peau

Arrêté du 22/06/1998 : Article 14

Contrôle d'étanchéité des réservoirs simple paroi situé dans une fosse

Arrêté du 22/06/1998 : Article 16

Réservoirs enterrés de liquides inflammables et canalisations associées soumises à déclaration ou autorisation au titre de la rubrique 1432 ou 1435 :

Contrôle d'étanchéité des réservoirs simple peau, en contact avec le sol

Arrêté du 18/04/2008 : Article 17

Contrôle d'étanchéité des réservoirs suite à une intervention portant atteinte à l'étanchéité d'un réservoir enterré ou d'un de ses équipements annexes

Arrêté du 18/04/2008 : Article 7

Contrôle d'étanchéité des canalisations de remplissage, de soutirage ou de liaison simple peau

Arrêté du 18/04/2008 : Article 19

Contrôle du système de détection de fuite pour les réservoirs double peau :

Arrêté du 18/04/2008 : Article 15

Ces différentes prestations sont réalisées par un **organisme accrédité** et donnent lieu à l'établissement de rapports de contrôle.

B-7) Diagnostics techniques immobiliers

Les diagnostics techniques immobilier sont décrits dans les paragraphes ci-dessous. Ils donneront lieu systématiquement à l'établissement d'un rapport de diagnostic conforme aux textes de référence.

B-7-1) Etat relatif à la présence de termites

La prestation consiste à rechercher les termites dans les immeubles bâtis ou non bâtis situés dans une zone contaminée ou susceptible de l'être. Les textes de référence sont :

- code de la construction et de l'habitation : Articles L 133-6, R 133-1 à 8 et articles R 133-3, R 133-7, R 133-8, R 271-1 à R 271-5 relatifs au Dossier de diagnostic technique.
- arrêté du 29/03/2007 modifié relatif au modèle d'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment
- norme NF P 03-201 de mars 2012 (état du bâtiment relatif à la présence de termites)

B-7-2) Constat des risques d'exposition au plomb (CREP)

La prestation consiste à rechercher le plomb dans tous les immeubles à usage d'habitation construits avant le 1^{er} janvier 1949. Les textes de référence sont :

- code de la santé publique : articles L1334-5, à L1334-10 6, 7
- code de la santé publique : articles R1334-1 à R1334-13
- code de la construction et de l'habitation : articles L 271-4 et suivants et R 271-1 et suivants
- décret n° 2006-474 du 25/04/2006
- arrêté du 19/08/2011 relatif au Constat du Risque d'Exposition au Plomb (CREP)
- norme NF X 46 030 d'avril 2008

B-7-3) Etat de l'installation intérieure gaz

La prestation consiste à réaliser un état de l'installation intérieure de gaz. Cet état est réalisé dans les parties privatives des locaux à usage d'habitation et leurs dépendances, depuis le point de livraison jusqu'aux appareils d'utilisation. Il porte aussi sur l'adéquation des équipements fixes aux caractéristiques du réseau et sur les conditions de leur installation au regard des exigences de sécurité. Il a pour objet d'identifier par des contrôles visuels, des essais et des mesures, les défauts susceptibles de compromettre la sécurité des personnes. Les textes de référence sont :

- code de la construction et de l'habitation : Articles L 134-6, L 271-4 à L 271-6 et R 134-6 à R 134-9, R 271-1 à R 271-5
- arrêté du 06/04/2007 modifié
- décret n°2016-1104 du 11 août 2016 relatif à l'état de l'installation intérieure de gaz dans les logements en location

B-7-4) Diagnostic de performance énergétique (DPE)

Le diagnostic de performance énergétique permet de déterminer un ratio illustrant la performance énergétique annuelle d'un bâtiment, ainsi que son niveau d'émissions de gaz à effet de serre. Le diagnostic de performance énergétique est effectué sur tous types de bâtiment ou logement. Le diagnostic comprend notamment :

- un descriptif des conditions d'utilisation et de gestion des énergies existante,
- une évaluation annuelle des consommations d'énergie et des émissions de gaz à effet de serre,
- le classement du bâtiment selon son niveau de consommations d'énergie et d'émissions de gaz à effet de serre,
- des recommandations techniques qui permettent au bénéficiaire de connaître les mesures les plus efficaces pour économiser l'énergie.

Références réglementaires :

- code de la construction et de l'habitation : articles L 271-4 à L 271-6, L 134-1 à L 134-5, R 134-1 à R 134-5-6, R 271-1 à R 271-5,
- arrêtés du 15/09/2006 modifiés,
- arrêté du 09/11/2006 modifié
- arrêté du 03/05/2007
- arrêté du 21/09/2007
- arrêté du 07/12/2007
- arrêté du 18/04/2012
- arrêté du 02/07/2018

B-8) Eau

B-8-1) Suivi de la qualité de l'eau destinée à la consommation humaine

Quatre types de contrôles sont demandés : D1, D2, P1 et P2. Ils doivent correspondre à la méthodologie décrite dans le Décret n° 2007-49 du 11 janvier 2007 relatif à la sécurité sanitaire des eaux destinées à la consommation humaine et dans la Circulaire NDGS/SD7A no 2007-39 du 23 janvier 2007 relative à la mise en oeuvre des arrêtés du 11 janvier 2007 concernant les eaux destinées à la consommation humaine.

Analyses de type D1 sur fontaines réfrigérées comprenant (liste non exhaustive) :

Un module microbiologique comprenant les paramètres suivants : Micro-organismes revivifiables à 22 et 36°C (NF EN ISO 6222 ou équivalent), Coliformes totaux et E.coli (NF EN ISO 9308-1 ou équivalent), Enterocoques (NF EN ISO 7899-2 ou équivalent) et Spores de bactéries anaérobies sulforéductrices (NF EN ISO 26461-2 ou équivalent). La recherche de Pseudomonas est également requise en milieu hospitalier (Recherche de pseudomonas aeruginosa suivant la norme NF EN ISO 16266 ou équivalent),

Un module physico-chimique comprenant les paramètres suivants ou équivalent : Température (in situ), Couleur (NF EN ISO 7887-2 ou équivalent), PH (NFT 90-008 ou équivalent), Fer NF EN ISO 11885 ou équivalent, Aluminium NF EN ISO 17294-2 ou équivalent, Chlore libre et total (in situ), Turbidité (NF EN ISO 7027 ou équivalent), Ammonium, Odeur, saveur, Conductivité (ISO 7888 ou équivalent), Nitrates NF EN ISO 10304-1 ou équivalent.

Analyses de type D2 au niveau des arrivées générales (liste non exhaustive) :

A effectuer en complément du programme D1 sur les paramètres suivants : Acrylamide, Aluminium, Antimoine, Cadmium, Chlorure de vinyle, Chrome, Cuivre, Epichlorhydrine, Fer total, HAP benzo(a) pyrene, Nickel, Nitrites, Plomb, Trihalométhanes.

Analyse de type P1 au niveau des points de mise en distribution (liste non exhaustive) :

Paramètres suivants : Spores de microorganismes anaérobies sulfitoréducteurs, bactéries coliformes, entérocoques intestinaux, escherichia coli, dénombrement des micro-organismes revivifiables à 22°C et 36°C, ammonium, aspect, couleur, odeur, saveur, carbone organique total, chlore libre et total, chlorures, conductivité, dureté, manganèse, nitrates, nitrites, potentiel hydrogène, sulfates, température, titre alcalimétrique complet, turbidité,

Analyse de type P2 au niveau des points de mise en distribution (liste non exhaustive) :

A effectuer en complément du programme P1 sur les paramètres suivants : acrylamide, aluminium, arsenic, baryum, benzène, bore, bromates, chlorure de vinyle, cyanures totaux, dichloroéthane, épichlorhydrine, équilibre calcocarbonique, fer total, fluorures, manganèse, mercure, microcystines, pesticides, sélénium, sodium, tétrachloroéthylène et trichloroéthylène, trihalométhanes, activité alpha globale, activité bêta globale, tritium.

La prestation comprend les prélèvements, les analyses et les rapports. Les analyses sont à réaliser **par un laboratoire agréé**.

B-8-2) Légionella Pneumophila

Les prélèvements et la fréquence doivent être conformes à l'arrêté du 1er février 2010 relatif à la surveillance des légionnelles dans les installations de production, de stockage et de distribution d'eau chaude sanitaire. Cet arrêté concerne les établissements recevant du public dont les établissements de santé. La maîtrise du risque Légionnelles doit prendre en considération la conception des installations de production d'eau chaude sanitaire. Pour cela une connaissance parfaite des installations et du réseau est nécessaire, donc un diagnostic sanitaire du réseau doit être tenu à jour. Le diagnostic sanitaire des réseaux d'eau chaude consiste à recenser les anomalies d'ordre technique et sanitaire pouvant constituer une source potentielle de risque sur le plan légionnelle, il comprend en première partie une visite technique de l'installation afin de recenser tout élément pouvant favoriser la présence de légionnelle dans les circuits. Il est ensuite réalisé une phase documentaire permettant d'identifier tout défaut de suivi ou de maintenance des réseaux. L'historique des analyses et travaux doit être tenu à jour dans un carnet sanitaire. Ce document permet de structurer la démarche de gestion des risques en apportant un appui pour le suivi et la traçabilité de la maintenance sur site. Il est ainsi structuré en deux parties : la documentation sur le système mis en place (procédures, modes opératoires, instructions de travail, plan de maintenance et analytique), et les enregistrements (traçabilité de maintenance, analyses, contrôles...). La recherche des légionnelles est à effectuer sur les points à risque (ballons de production d'eau chaude sanitaire : départ ou vidange et retour de boucle ainsi que les points à risque tels les douches accessibles au public, points à risque identifiés par le CLIN). Les prélèvements ainsi que les analyses sont effectuées **sous accréditation COFRAC** ou équivalent, permettant de s'assurer du bon respect des normes de prélèvements et d'analyses en vigueur, notamment la norme NF T90 431.

B-9) Energie thermique

Les textes de référence sont les suivants :

- directive 2002/91/CE du 16/12/2002
- code de l'environnement : Articles R 224-41-1 à 3
- arrêté du 30/07/2003 modifié : Article 15
- arrêté du 20/06/2002 : Articles 11 et 13
- code du travail : Article R 4224-17
- arrêté du 25/06/1980 (ERP du 1er groupe)
- arrêté du 22/06/1990 (ERP 5ème catégorie)
- arrêté du 30/12/2011 (IGH)
- arrêté du 18/06/2006 (établissements pénitentiaire)
- arrêté du 31/01/1986 (Habitation)
- arrêté du 26/08/2013
- arrêté du 23/02/2018

Vérification périodique des installations de gaz combustible (ERT/ERP) :

La prestation porte sur :

- les installations desservant les gaz combustibles à tous les appareils et matériels à gaz situés à l'intérieur ou à proximité des bâtiments d'habitation ou de leurs dépendances ;
- les appareils à gaz, matériels à gaz ou produits de la construction pour ce qui concerne les conditions de sécurité qu'ils doivent satisfaire en matière de choix, de mise en oeuvre, d'installation ou d'utilisation ;
- les locaux où fonctionnent ces appareils.

La prestation consiste notamment en un examen des points suivants des installations de gaz, chauffage / ventilation y compris des gaz spéciaux :

- état d'entretien, de maintenance et de sécurité des installations et appareils ;
- conditions de chauffage, de traitement d'air et de ventilation des locaux contenant des appareils d'utilisation ;
- conditions d'évacuation des produits de la combustion ;
- signalisation des dispositifs de sécurité ;
- manoeuvre des organes de coupure gaz ;
- fonctionnement des dispositifs asservissant l'alimentation en gaz à un système de sécurité ;
- réglage des détendeurs ;
- étanchéité des canalisations de distribution de gaz.

L'ensemble des installations de gaz est contrôlé sur les parties visibles et accessibles.

Des essais d'étanchéité sont effectués lors de la visite et les éventuelles fuites décelées sont localisées précisément et pastillées physiquement. Les différents organes de sécurité sont testés.

B-10) Equipements et appareils sous pression

B-10-1) Vérification réglementaire des équipements sous pression de gaz

Les équipements suivants sont soumis aux nouvelles règles d'exploitation et de contrôle en service définies par l'arrêté du 20 novembre 2017 :

- récipients de gaz du groupe 1 (fluides dangereux) avec pression PS > 0,5 bar et produit PS.V > 50 bar.l,
- récipients de gaz du groupe 2 (autres fluides) avec pression PS > 4 bar et produit PS.V > 200 bar.l, y compris les RPS,
- tuyauteries de gaz du groupe 1 avec pression PS > 0,5 bar et DN > 100 ou produit PS.DN > 1000 bar (sauf celles avec DN inférieur ou égal à 25),
- tuyauteries de gaz du groupe 2 avec pression PS > 0,5 bar et DN > 100 et produit PS.DN > 3500 bar (sauf celles avec DN inférieur ou égal à 100).

Les accessoires sous pression (vannes, clapets...) et les accessoires de sécurité (soupapes, alarmes de niveau...) sont soumis aux mêmes règles de base que les équipements sur lesquels ils sont montés.

La prestation consiste à assurer le suivi en service d'une installation selon les dispositions de l'arrêté du 20 novembre 2017. Il peut s'agir d'une inspection périodique ou d'une requalification périodique. Sont concernés les récipients sous pression y compris les RPS (à l'exception des extincteurs) ainsi que les tuyauteries.

L'inspection comprend :

- la prise en compte du dossier d'exploitation ;
- une vérification externe y compris les accessoires sous pression raccordés
- une vérification interne y compris les accessoires sous pression raccordés
- une vérification des accessoires de sécurité associés.

Elle donne lieu à l'établissement d'un rapport d'inspection.

La requalification périodique réalisée **par un organisme habilité** comprend :

- une vérification de l'existence et de l'exactitude du dossier d'exploitation ;
- une inspection ;
- une épreuve hydraulique à 120% de PS (Pression maximale de service) ;
- la vérification :
 - des accessoires de sécurité qui lui sont associés ;
 - des accessoires sous pression qui lui sont raccordés.

La requalification donne lieu à l'établissement d'une attestation de requalification, d'un rapport et au poinçonnage de l'équipement.

B-10-2) Vérification réglementaire des installations de cuisson

La prestation est définie au sein de l'article GC22 du règlement de sécurité incendie. Elle consiste notamment en un examen des points suivants des installations de cuisson à gaz ou sans gaz :

- état d'entretien, de maintenance et de sécurité des installations et appareils ;

- conditions de ventilation des locaux contenant des appareils de cuisson : conditions d'évacuation de l'air vicié, des buées et des graisses, fonctionnement de l'installation d'extraction des fumées ;
- signalisation des dispositifs de sécurité ;
- manoeuvre des organes de coupure gaz, le cas échéant ;
- fonctionnement des dispositifs asservissant l'alimentation en gaz à un système de sécurité, le cas échéant.

B-11) Equipements sportifs et équipements d'aires collectives de jeux

B-11-1) Aire de jeux et équipements de jeux

Les aires collectives de jeux doivent être conçues, implantées, aménagées, équipées et entretenues de manière à ne pas présenter de risques pour la sécurité et la santé de leurs usagers, dans le cadre d'une utilisation normale ou raisonnablement prévisible.

La prestation consiste lors de la mise en service à s'assurer que les aires collectives de jeux respectent les prescriptions de sécurité définies à l'annexe du présent décret n°96-1136 du 18/12/1996 et dont les équipements sont conformes aux dispositions législatives ou réglementaires en vigueur. En phase exploitation, la prestation consiste à contrôler le dossier comprenant les documents exigés à l'article 3 du décret n°96-1136 du 18/12/1996.

B-11-2) Equipements sportifs (football, handball, hockey, basket-ball)

La prestation consiste à réaliser :

- le contrôle de première installation des buts sportifs,
- en exploitation :
 - le contrôle biennal avec essais des buts sportifs
 - le contrôle opérationnel des buts sportifs (trimestriel en accès libre ou semestriel accès non libre)
- le contrôle des éclairagements des terrains de football.

Les textes de référence sont les suivants :

- code du sport : article R 322-25 modifié par décret n°2016-481 du 18/04/2016,
- avis n°0114 du JORF du 18/05/2016,
- norme NF S 52409 de 2009,
- règlement de la FFF du 31/05/2014.

B-11-3) Piscine

La prestation consiste à réaliser les prélèvements et les analyses de surveillance de la qualité des eaux d'une piscine **sur une année**. La fréquence des mesures/analyses n'est pas inférieure à une fois par mois. Les mesures et analyses seront réalisées conformément aux directives de l'ARS et seront au moins les suivantes :

- mesures in situ : pH, transparence, température de l'eau des bassins, concentration en stabilisant (acide isocyanurique), teneur en désinfectant (chlore libre, chlore total), si stabilisant > 10mg/l calculer le chlore disponible, si stabilisant < 10 mg/l calculer le chlore libre actif, teneur en sous-produit de désinfection (chloramines), teneur résiduelle en ozone,
- mesures en **laboratoire agréé** : la différence de la teneur en substance oxydable au permanganate de potassium à chaud en milieu alcalin, le nombre de bactéries aérobies revivifiables à 37°C dans un millilitre, le nombre de coliformes totaux et fécaux dans 100 millilitres, le nombre de staphylocoques pathogènes dans 100 millilitres,

B-11-4) Autres types

Tels que les appareils d'entraînement fixes, les équipements sportifs de proximité, les parcours de santé, les modules d'entraînement physique de plein air « et fitness », les skate-parcs, les équipements de volley-ball, les matériels éducatifs de motricité et de gymnastique et les cordes à grimper, équipements de franchissements, support et sac de frappe... et les autres buts « rugby, football américain, ... ».

Ne sont pas concernés : les structures artificielles d'escalade, parcours acrobatiques en hauteurs équipements aquatiques et équipements aquatiques.

La prestation consiste à vérifier périodiquement en exploitation l'état de conservation des équipements sportifs en fonction de l'équipement à vérifier conformément aux textes en référence :

- article L 421-1 et 3 du code de la consommation,
- NF EN 957-1 et associées, NF EN ISO 20957-1 et associés, NF EN 15312, FD S 52-903, XP S 52-904, NF EN 16630, NF EN 14974 + A1, NF EN 1271, NF S 54-300, NF EN 913, FD S 52-324

B-12) Gaz médicaux et prises murales

B-12-1) Vérifications en exploitation des installations de gaz médicaux en ERP

La prestation consiste notamment en un examen des points suivants (liste non exhaustive): état d'entretien et de maintenance des installations, conditions de ventilation des magasins et centrales (liste non exhaustive, centrale oxygène avec cuve, avec cadre, centrale azote, centrale proto, centrale compresseur d'air, centrale pompe à vide, centrale de vide à l'intérieur...) de gaz médicaux, signalisation des dispositifs de sécurité, manoeuvre des vannes de sectionnement, réglage des détendeurs, étanchéité des canalisations de distribution de gaz médicaux.

La vérification de l'étanchéité des réseaux nécessite d'isoler, temporairement, les tronçons à tester et de placer sur les prises murales correspondantes une consigne précisant leur indisponibilité et le danger à les utiliser. Seuls les réseaux pouvant être isolés sans risque pour les patients feront l'objet de la vérification de l'étanchéité.

La prestation inclue la vérification des centrales

B-12-2) Vérifications approfondie des crantages des prises murales

Vérification du maintien en état de fonctionnement des crantages des prises murales par essais de branchement de prises test : Les prises, objet de cette vérification, seront listées par le Bénéficiaire qui fournira au Titulaire un jeu de prises test.

Prises murales (liste non exhaustive) : Oxygène et Néo

B-13) Installations classées pour la protection de l'environnement

B-13-1) Vérification réglementaire des ICPE soumises à déclaration

Les textes de référence sont :

- code de l'environnement : Article R 511-9, colonne A et Articles L 512-11 et R 512-55 à R 512-66
- décret n°2009-835 du 06/07/2009 modifié

Les rubriques correspondent à la nomenclature des installations figurant dans les annexes de l'article 511-9 du code de l'environnement. Une inspection se décompose à minima en une réunion d'ouverture chez le bénéficiaire qui permet au contrôleur d'identifier les interlocuteurs présents, d'annoncer ou de rappeler les thèmes prévus pour le contrôle, voire d'identifier les documents à rechercher pendant la visite ; un contrôle sur le site, en salle et dans les installations dans des conditions de fonctionnement et de conformité réglementaire, et une réunion de clôture chez le bénéficiaire au cours de laquelle l'exploitant peut apporter des éléments complémentaires et le contrôleur expose les non-conformités relevées et les suites qu'il envisage (liste non exhaustive).

Les rubriques et arrêtés concernés par le présent marché sont (liste non exhaustive) :

- arrêté du 22/12/2008 modifié : rubrique 1432 ;
- arrêté du 27/07/2015 modifié : rubrique 2560
- arrêté du 30/06/1997 modifié : rubrique 2565.
- arrêté du 27/03/2012 modifié : rubrique 2710
- arrêté du 02/05/2002 modifié : rubrique 2940
- arrêté du 29/02/2008 modifié : rubrique 4220
- arrêté du 22/12/2008 modifié : rubrique 4734

B-13-2) Vérification réglementaire des ICPE autres soumises à autorisation

La prestation comprend la réalisation par un organisme agréé des vérifications périodiques propre à chaque arrêté de prescription.

Pour le présent marché, il s'agira de l'arrêté fixant les prescriptions particulières du dépôt des munitions de la Plaine des Cafres situé au Tampon (ICPE 4220-1 et 4210-1a). Par extension, les mêmes prescriptions s'appliquent au dépôt des munitions des Badamiers. L'arrêté pourra être transmis sur demande.

B-13-3) Contre visite en fonction du rapport

Les textes de référence sont le décret 2013-374 du 2 mai 2013, bilan de fonctionnement. La prestation consiste à réaliser en fonction du rapport, une contre visite.

B-13-4) Audit relatif à la nécessité de Réexamen Etude de dangers (EDD)

Réf. Article R.515-98 du code de l'environnement.

Dans le cadre de réexamen quinquennal, le titulaire devra produire au profit de l'exploitant, un audit global relatif à l'installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation et aux procédés mis en œuvre, afin de déterminer la nécessité de réviser l'EDD initiale et/ou de prendre des Mesures complémentaires de Maitrise des Risques (MMR)

L'audit devra être réalisée par un expert qualifié avec une expérience reconnue dans la gestion des risques et la conformité réglementaire.

Hors du cadre quinquennal, notamment pour les installations classées SEVESO, le titulaire pourra être sollicité pour auditer l'EDD initiale si des faits nouveaux le justifient et/ou pour tenir compte de nouvelles connaissances techniques.

Pour rappel :

L'ensemble des 11 critères énumérés qui suivent font l'objet de la notice de réexamen, dans laquelle, l'exploitant, avec l'appui du titulaire, conclut sur la nécessité de réviser l'étude de dangers, de la mettre à jour ou alors sur l'absence d'éléments de nature à remettre en cause le contenu de la précédente version.

- 1- Evolutions des référentiels de bonne pratique en matière de sécurité
- 2- Nouvelles technologiques disponibles en matière de MMR
- 3- Evolutions scientifiques et techniques concernant les substances et phénomènes dangereux
- 4- Nouvelles réglementations mises en place
- 5- Ecart constatés par l'IIC ou à la suite d'audits
- 6- Retour d'expérience en matière de maintien de l'intégrité
- 7- Modification intervenues sur les installations et procédés depuis la dernière version de l'EDD ayant un impact sur les scénarios de l'EDD.
- 8- Les défaillances éventuelles des MMR, le retour d'expérience des incidents et accidents du site
- 9- Retour d'expérience des exercices de mise en œuvre du plan d'opération d'interne (POI) et plan particulier d'intervention (PPI)
- 10- Evolution des enjeux présents autour du site (effets domino entrants)
- 11- Analyse des risques au regard de l'ensemble des éléments précités.

Le réexamen quinquennal intéresse également les ouvrages visés à l'article R.551-10 du code de l'environnement (ouvrages d'infrastructures de stationnement, chargement ou déchargement de matières dangereuses).

B-13-5) Réalisation d'ARF et d'ET Foudre

Le titulaire sera amené à produire des Analyse du Risque Foudre et des Etudes Techniques Foudre (accompagnées des notices de vérifications et maintenances obligatoires) conformes à la série de norme NF EN 62305 pour des ICPE de diverses rubriques.

Les prix unitaires comprennent les prestations de relevé terrain et la rédaction des livrables attendus.

B-14) Rejets aqueux

Installations soumises à autorisation : Arrêté du 02/02/1998 modifié : Articles 58 et 60

Surveillance des eaux souterraines : Arrêté du 02/02/1998 modifié : Article 65

Dispositifs spécifiques à certaines installations :

- Arrêté du 22/09/1994
- Arrêté du 20/06/2002
- Arrêté du 30/07/2003
- Arrêté du 23/07/2010
- Arrêté du 03/05/1993
- Arrêté du 12/03/2003
- Arrêté du 30/12/2002
- Arrêté du 09/09/1997
- Arrêté du 31/12/2001
- Arrêté du 20/09/2002
- Arrêté du 07/02/2005
- Arrêté du 17/07/2009
- Arrêté du 26/09/1985
- Arrêté du 03/05/2000
- Arrêté du 03/04/2000
- Arrêté du 12/02/2003

Le code de l'environnement impose des analyses périodiques sur les rejets aqueux ou les eaux de nappes par l'application d'arrêtés ministériels ou des arrêtés préfectoraux et notamment l'arrêté du 02/02/1998 modifié : Article 58 et Article 60 et Article 65 notamment. Le Titulaire réalise notamment les trois types de prestations suivantes :

- les prélèvements ponctuels
- les prélèvements 24h
- les prélèvements piézométriques

Pour la réalisation des prélèvements ponctuels, le Titulaire est équipé de cannes de prélèvement spécifiques. Pour les prélèvements 24h, Le Titulaire réalise les opérations de prélèvement et d'échantillonnage selon les normes et guides en vigueur, ce qui implique à ce jour le respect de l'annexe 5 de la circulaire MEEDDAT du 5 janvier 2009, la norme NF EN ISO 5667-3 "Qualité de l'eau – Echantillonnage - Partie 3 : Lignes directrices pour la conservation et la manipulation des échantillons d'eau et le guide FD T 90-523-2 « Qualité de l'Eau – Guide de prélèvement pour le suivi de qualité des eaux dans l'environnement –

Prélèvement d'eau résiduaire » ; liste non exhaustive. En particulier, les prélèvements sont réalisés à l'aide de préleveurs type péristaltique réfrigérés et autorégulés. La programmation s'effectue soit de manière volumétrique (prélèvement asservi au débit) en mode mono-flacon si le volume d'eau journalier et régulier et connu de l'exploitant, soit de manière chronométrique en mode multi-flacons (à minima 6 échantillons sont réalisés par tranche horaire). Dans ce cas, un échantillon moyen est recomposé en fin de bilan au prorata des volumes horaires mesurés pendant la campagne. Les échantillons sont alors homogénéisés pour constituer l'échantillon moyen avant transfert dans les flacons destinés à l'analyse. Dans tous les cas, la programmation utilisée sera explicitée dans le rapport de synthèse et devra permettre d'obtenir au moins 10 Litres d'effluents de manière à pouvoir réaliser l'ensemble des analyses.

Le Titulaire apporte une attention particulière pour le positionnement de la prise d'effluent de manière à respecter les points suivants :

- dans une zone turbulente ;
- à mi-hauteur de la colonne d'eau ;
- à une distance suffisante des parois pour éviter une contamination des échantillons par les dépôts ou les biofilms qui s'y développent.

Afin d'éviter tous risques de pollution, la crépine de prélèvement sera retirée à la condition que l'effluent prélevé ne soit pas trop chargé en MES. Dans ce cas l'extrémité du tuyau d'aspiration sera fixé par un lesté inerte (nature INOX par exemple). La crépine pourra être utilisée si la composition de l'effluent le justifie (présence de MES en abondance, grosses particules.....). L'utilisation de la crépine est alors justifiée sur la fiche d'intervention terrain.

Le Titulaire réalise un contrôle métrologique périodique de l'ensemble de son parc matériel. En particulier, les points suivants sont contrôlés pour les appareils de prélèvement :

- justesse et répétabilité du volume prélevé,
- vitesse de circulation de l'effluent dans les tuyaux.

Pour la réalisation des prélèvements piézométriques, Le Titulaire est équipé de pompes de prélèvement spécifiques. Les interventions s'entendent uniquement sur des piézomètres déjà installés.

Les analyses sont réalisées par un laboratoire agréé ou accrédité conformément à la réglementation en vigueur au moment de la réalisation de la prestation.

B-15) Portes et portails

Les dispositions du décret n° 2012-1489 du 27 décembre 2012 et du règlement (UE) n°305/2011 du 9 mars 2011 établissant des conditions harmonisées de commercialisation pour les produits de construction, sont applicables aux portes et portails.

B-15-1) Porte de garage automatique dans les bâtiments d'habitation

La prestation de visite semestrielle prévoit :

- la vérification du bon fonctionnement des dispositifs de sécurité des personnes (lames palpeuses, pressostats, cellules photoélectriques...),
- la vérification du bon fonctionnement des dispositifs de débrayage manuel,
- la vérification du bon fonctionnement des limiteurs d'effort,
- la vérification des articulations (charnières, pivots...),
- la vérification des cycles de fonctionnement dans les zones d'accostage,
- la vérification du bon fonctionnement et de l'état de la signalisation (feux orange clignotants, éclairage et matérialisation au sol de l'aire dangereuse de mouvement),
- la vérification des éléments de transmission du mouvement (bras articulés, chaînes, courroies...),
- la lubrification et les réglages nécessaires au bon fonctionnement,
- la vérification de l'opérateur (moto réducteur électrique, opérateur électrohydraulique...),
- un examen général du fonctionnement de la porte.

Les textes de référence sont les articles L 125-5 et R125-5 du code de la construction et de l'habitation et l'article 4 de l'arrêté du 12/11/1990.

La prestation de vérifications annuelles complètes est la visite semestrielle complétée par la vérification :

- du verrouillage de la porte,
- des éléments de guidage (rails, galets...),
- des organes de commande et télécommande,
- des systèmes d'équilibrage (contrepoids, ressorts...),
- de l'armoire de commande et de ses composants,
- de la fixation de la porte,
- du fonctionnement du système empêchant la chute du tablier,
- de l'état des peintures et de la corrosion.

Ces visites sont à différencier des opérations d'entretien prescrites à l'article 2 de l'arrêté du 12 novembre 1990.

Les textes de référence sont l'article 5 de l'arrêté du 12/11/1990.

B-15-2) Portes et portails installés sur les lieux de travail

La prestation comprend notamment la vérification du livret de maintenance et la prise en compte de ses conclusions, l'examen des parties constituantes visibles sans démontage (éléments de guidage, articulations, fixations, organes de suspension, système d'équilibrage...) et l'essai du bon fonctionnement des éléments concourant à la sécurité des usagers.

Les textes de références sont :

- code du travail : article R 4224-12,
- article 9 de l'arrêté du 21/12/1993.

B-15-3) Autres portes et portails (motorisés ou manuels)

La prestation consiste en la vérification des installations, des dispositifs techniques et de sécurité des portes et portails motorisés ou manuels lorsque leur chute peut présenter un danger, notamment en raison de leurs dimensions, de leur poids ou de leur mode de fixation.

Les textes de référence sont l'article R 4224-12 du code du travail.

B-16) Protection foudre

Les installations de protection contre la foudre visent à éviter les dommages physiques sur les structures et les personnes.

La prestation de vérification des installations de protection contre la foudre comprend notamment pour un ICPE une vérification initiale complète, une vérification complète de l'état des dispositifs de protection et une vérification visuelle de l'état des dispositifs de protection ; pour les ERP et autres types de bâtiments, une vérification initiale de la conformité des dispositifs de protection contre la foudre (paratonnerres) et une vérification périodique du maintien en état de conservation et de conformité de ces dispositifs.

Ces vérifications font suite à la réalisation d'une Analyse de Risque Foudre et d'une étude technique qui définissent au préalable les niveaux de protection ainsi que les dispositifs de protection à mettre en oeuvre. Ces documents sont un pré requis indispensable à la réalisation des vérifications.

Les vérifications sont réalisées par des **organismes compétents (Qualifoudre, F2C)**

L'objectif des vérifications initiales est de s'assurer que l'installation mise en œuvre est celle décrite dans l'étude technique et que les protections sont installées selon les normes en vigueur.

L'objectif des vérifications périodiques (complète et visuelle) est de s'assurer que l'efficacité des protections en place ne s'est pas dégradée.

Si des modifications des installations (modifications de la structure ou de son utilisation) sont intervenues après la réalisation de l'ARF et de l'ET, le vérificateur doit alors indiquer que le besoin et/ou les moyens de protection ne sont peut-être plus adaptés à la situation actuelle.

La vérification visuelle a pour but de s'assurer que :

- à l'extérieur des structures
 - la conception est conforme aux normes,
 - le SPF est en bon état,
 - les connexions sont serrés et les conducteurs et bornes présentent une continuité,
 - aucune partie n'est affaiblie par la corrosion,
 - les connexions visibles de terre sont intactes,

- tous les conducteurs visibles et les composants du système sont fixés, protégés contre les chocs et à leur juste place,
- aucune extension ou modification de la structure protégée n'impose de protection complémentaire,
- aucun dommage du système de protection, des parafoudres et des fusibles n'est relevé,
- l'équipotentialité a été réalisée correctement pour de nouveaux services intérieurs à la structure depuis la dernière inspection et les essais de continuité ont été effectués,
- les conducteurs et connexions d'équipotentialité à l'intérieur de la structure sont en place et intacts,
- les distances de séparation sont maintenues,
- les mesures des conducteurs et des bornes d'équipotentialité, des écrans, du cheminement des câbles et des parafoudres ont été contrôlés et testés.
- à l'intérieur des structures :
 - les connexions sont serrées et aucune rupture de conducteur ou de jonction n'existe,
 - aucune partie du système n'est fragilisée par la corrosion,
 - les conducteurs et mise à la terre et les écrans de câbles sont intacts,
 - il n'existe pas d'ajouts ou de modifications nécessitant une protection complémentaire,
 - il n'y a pas de dommages de parafoudre et de leur fusible,
 - le cheminement des câbles est maintenu,
 - les distances de sécurité aux écrans spatiaux sont maintenues.

La vérification complète comprend les points à vérifier lors d'une vérification visuelle, complétés par les vérifications suivantes :

- à l'extérieur des structures
 - les mesures de continuité des parties non visibles lors de l'inspection initiale et qui ne peuvent être contrôlées par inspection visuelle ultérieurement,
 - les valeurs de résistance de la prise de terre, Il convient d'effectuer des mesures de terre isolées ou associées et d'enregistrer les valeurs dans le rapport de vérification SPF
- à l'intérieur des structures
 - pour les parties des mises à la terre et des équipotentialités non visibles lors de l'inspection, il convient que des mesures de continuité soient effectuées.

Les textes réglementaires sont :

- articles 16 à 24 de l'arrêté du 04/10/2010 modifié
- circulaire du 24/04/2008
- l'arrêté du 25/06/1980 modifié
- norme NF EN 62-305-3
- norme NF EN 62-305-4
- norme NF EN C17-102

B-17) Protection des travailleurs

B-17-1) Vérification des ambiances de travail

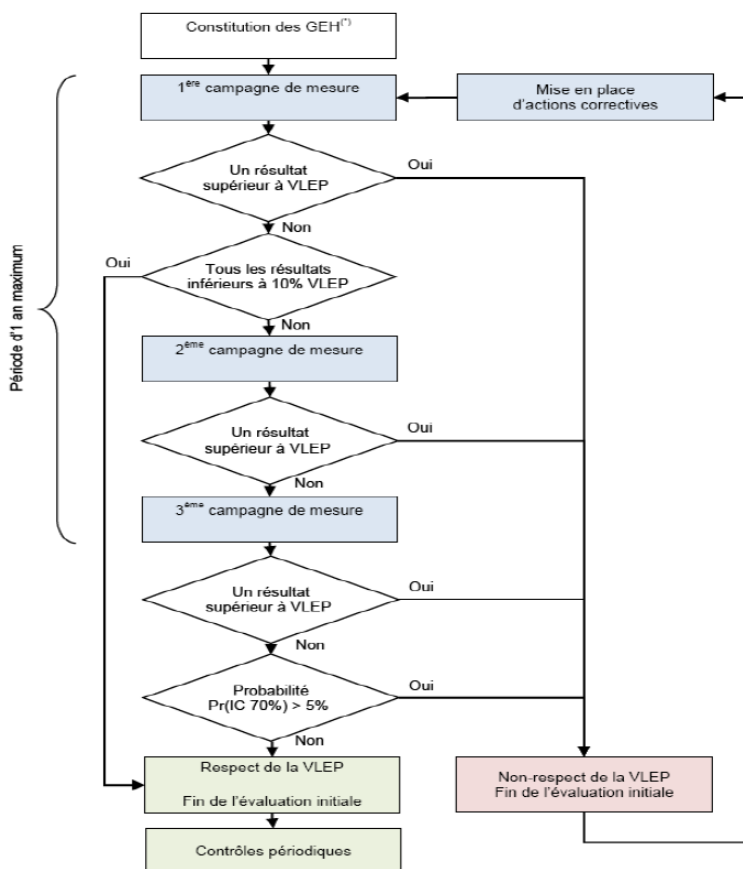
Le code du travail impose aux employeurs le mesurage **par un organisme accrédité** de l'exposition des travailleurs aux agents chimiques dangereux et/ou agents CMR (cancérogène – mutagène – reprotoxique) présents dans l'atmosphère des lieux de travail. Les seuils limites à ne pas dépasser sont les valeurs limites d'exposition professionnelle (VLEP).

Conformément à l'arrêté du 15 décembre 2009 (relatif aux contrôles techniques des valeurs limites d'exposition professionnelle sur les lieux de travail et aux conditions d'accréditation des organismes chargés des contrôles), la prestation comprend :

- une évaluation initiale, comprenant la stratégie de prélèvement et la campagne de prélèvement.
- les contrôles périodiques, qui tiendront compte de l'évaluation initiale.

Conformément à la réglementation, il est rappelé que chaque campagne de mesure fait l'objet au minimum de trois mesures d'exposition par GEH. Le prix indiqué au BPU pour la réalisation d'une campagne est fixé pour trois mesures (hors analyses).

Le synoptique de la procédure de contrôle VLEP est rappelée ci-dessous :



Evaluation initiale

Conformément à l'article 1.2 de l'arrêté du 15/12/2009, l'évaluation initiale est réalisée après la conduite d'une visite préalable dont l'objectif principal vise la constitution a priori de GEH prenant en compte la possibilité de survenue d'une exposition à un agent chimique et l'analyse de l'activité des personnes potentiellement exposées. Un rapport par site est remis à l'issue de la visite préalable.

Ensuite, l'évaluation initiale se poursuit par l'élaboration de la stratégie de prélèvement qui détermine le plan d'échantillonnage (organisation mise en place, produits chimiques à mesurer, valeurs limites applicables, type de valeur limite, nombre de travailleur à suivre et périodes d'échantillonnage, planning...). Ce plan d'échantillonnage fait l'objet d'un livrable. Suivant les évolutions des postes de travail, une mise à jour de la stratégie de prélèvement pourra être nécessaire.

Enfin la prestation comprend la réalisation de la campagne de prélèvement qui se déroulera en une, deux ou trois campagnes de mesures selon les modalités des textes réglementaires et des seuils atteints. Chaque campagne de mesure fait l'objet au minimum de trois mesures de l'exposition par GEH (1 campagne = 3 mesures / GEH). A l'issue de la première campagne, un rapport par site est rédigé. Les résultats de la première campagne permettent d'enclencher éventuellement la deuxième et au besoin, la troisième campagne. Chacune de ces nouvelles campagnes comportent également au minimum 3 mesures d'exposition par GEH. Elles font également l'objet à l'issue de chaque campagne de l'établissement d'un rapport. Un planning sera de nouveau établi à chaque nouvelle campagne de prélèvement. Les prix des campagnes dans le BPU intègrent les prélèvements in-situ et l'établissement du diagnostic de respect ou de dépassement de la valeur limite d'exposition professionnelle. Le BPU comprend séparément le prix des analyses des différents agents chimiques et CMR à mesurer le cas échéant en fonction des GEH et du plan d'échantillonnage.

Si le titulaire détecte une mesure supérieure à la VLEP d'un polluant qui nécessite l'arrêt du poste de travail, il prévient par courriel et par téléphone dans les plus brefs délais, le facilitateur du site et le référent du contrat.

Contrôles périodiques

La prestation comprend les contrôles périodiques selon les modalités réglementaires. En particulier ces contrôles consistent à mener une campagne de prélèvement et établir le diagnostic (hors analyses).

B-17-3) Contrôle des éclairages

La prestation consiste à procéder à des relevés photométriques par une personne ou un organisme agréé permettant de vérifier la conformité de l'éclairage des lieux de travail avec les dispositions des articles R 4223-4 à R 4223-8.

Le texte de référence est l'article R 4722-3 du code du travail.

B-17-4) Contrôle de l'exposition au bruit

La prestation consiste à contrôler l'exposition au bruit. Des campagnes de mesures d'exposimétrie (ou dosimétrie) sur des groupes d'exposition homogènes seront réalisées. La prestation comporte deux phases distinctes : une phase d'évaluation de l'exposition et une phase de mesures.

La phase d'évaluation est une phase d'analyse préalable de l'environnement qui permet d'estimer les niveaux d'exposition, de déterminer la méthode de mesurage du bruit appropriée et le regroupement des travailleurs en Groupes d'Exposition Homogène (GEH). Sont collectées à ce titre des informations relatives aux caractéristiques des populations à contrôler et aux tâches effectuées.

La phase de mesure consiste à mesurer les paramètres suivants, utilisés comme indicateurs de risque :

- niveau d'exposition quotidienne (et/ou hebdomadaire) au bruit en dB(A)
- niveau de pression acoustique de crête en dB(C)

Elle sera mise en œuvre dès lors que le niveau d'exposition quotidien au bruit est susceptible d'être proche des seuils d'actions réglementaires. La durée de mesurage dépend du nombre de personnes constituant le GEH et de la méthode adoptée pour évaluer l'exposition au bruit.

La norme NF EN ISO 9612 sera utilisée pour déterminer l'exposition au bruit en milieu de travail. Conformément à cette norme, les mesures seront réalisées à l'aide de sonomètres intégrateurs de classe 1 ou de dosimètres de classe 2.

Pour chaque phase, un rapport est remis par le titulaire.

Les textes de référence sont :

- code du travail : Articles R 4431-1 à R 4437-4, R 4722-17, R 4722-18, R 4722-27, R 4724-1 et R 4724-18 relatifs à la prévention des risques d'exposition au bruit.
- norme NF EN ISO 9612 « Détermination de l'exposition au bruit en milieu de travail - Méthode d'expertise ».
- norme NF EN ISO 4869-2 « Estimation des niveaux de pression acoustiques pondérés A en cas de protecteurs individuels contre le bruit ».
- annexe B de la norme NF EN 458 « Protecteurs individuels contre le bruit - Recommandations relatives à la sélection, à l'utilisation, aux précautions d'emploi et à l'entretien »

B-17-5) Contrôle des vibrations

La prestation consiste à procéder à un mesurage par un organisme accrédité des niveaux de vibrations mécaniques auxquels les travailleurs sont exposés permettant de vérifier le respect des limites réglementaires définies dans le code du travail.

Les textes de référence sont :

- l'article R 4444-1 du code du travail
- l'article R 4443-1 et R 4443-2 du code du travail,

- l'arrêté du 06/07/2005

B-17-6) Vérification des équipements de protection individuelle

L'objet du contrôle est de vérifier le bon état des équipements de protection individuelle (appareils de protection respiratoire, gilets de sauvetage, systèmes de protection contre les chutes, etc...). La vérification comprend notamment le respect des instructions de stockage.

La prestation des dispositifs d'ancrage a pour objet la vérification de l'ensemble des systèmes de protection contre les chutes en hauteur et notamment les points d'ancrages et les ancrages structurelles qui composent les dispositifs d'ancrage. Les dispositifs d'ancrages visés par la prestation sont les ancrages structurelles fixées sur des surfaces horizontales, verticales et inclinées. Elles correspondent à la classe A 1 de la norme EN 795 ou équivalent. La prestation de vérification réglementaire des dispositifs d'ancrage a notamment pour objet : la vérification de la mise en oeuvre des ancrages structurelles des dispositifs d'ancrages de classe A1 ou équivalent comprend l'examen visuel de l'état de conservation des ancrages structurelles installées, la vérification de l'état apparent du dispositif d'ancrage comprend l'examen visuel des dispositifs d'ancrage, hors essais et la vérification du serrage.

Les textes de référence sont :

- pour les vérifications initiales :
 - code du travail : articles R 4313-80 à R 4313-82
- pour les vérifications périodiques (matériel en service ou en stock)
 - arrêté du 19/03/1993
 - arrêté du 07/03/2013.

B-17-7) Evaluation du risque ATEX

Les textes de référence sont :

- directive européenne n° 2014/34/UE du 26 février 2014
- directive européenne n° 1999/92/CE du 16 décembre 1999
- articles R 4227-42 à 54 du code du travail relatif à la prévention des explosions
- arrêtés du 08/07/2003
- arrêté du 28/07/2003
- série des normes NF EN 60079 parties 0 à 31.
- normes NF EN 1127-1, NF EN 60079-10-1 et 60079-10-2

L'évaluation du risque ATEX comprend :

- l'analyse du risque ATEX,
- la détermination initiale des zones ATEX,
- la définition des mesures de prévention,
- la détermination finale des zones ATEX,
- la rédaction et la mise à jour du document relatif à la protection contre les explosions (DRPCE).

Analyse de risque ATEX

L'analyse du risque ATEX a pour objet d'identifier les zones d'une installation où peuvent se former des atmosphères explosives. Elle comprend :

- une visite de l'installation
- une réunion en présence de toutes les personnes qui ont une bonne connaissance de l'installation au cours de chacune des phases de son fonctionnement (personnel d'exploitation, personnel de maintenance, responsable sécurité,...)
- l'inventaire des produits combustibles (nature, caractéristiques physico-chimiques)
- le recensement des conditions de stockage
- le recensement des quantités utilisées
- l'analyse des procédés de mise en œuvre (description, conditions de température,...)
- l'étude des dysfonctionnement potentiels (arrêt ventilation, refroidissement, pannes, comportement personnel...)
- l'identification des sources d'inflammation potentielles (électrique, électrostatique, thermique, mécanique, chimique, climatique,...)
- la remise d'un rapport identifiant les zones à risque.

Détermination initiale des zones ATEX

Après l'analyse du risque, la prestation comprend la détermination initiale des zones ATEX. Cette prestation a pour objet de délimiter les zones à risques d'explosion (dites « zones ATEX ») et à caractériser la possibilité de formation d'une atmosphère explosive et à quantifier le volume de celle-ci. Ces emplacements sont classés en zones à risques, en fonction de la fréquence et de la durée de présence d'une atmosphère explosive. La prestation comprend aussi une réunion avec les exploitants et la remise d'un rapport définissant les zones ATEX initiale.

Définition des mesures de prévention

La prestation comprend la recherche et la définition des mesures de prévention pour réduire, limiter, supprimer les risques. Il y aura donc lieu de faire l'inventaire des mesures existantes puis d'adopter des mesures complémentaires. Ces mesures consisteront à éviter/limiter le risque, à éviter les sources d'inflammation, à mettre en place des mesures organisationnelles. A l'issue, le titulaire propose des solutions techniques et organisationnelles pour réduire les zones.

Détermination finale des zones ATEX après prise en compte des mesures

La prestation comprend un rebouclage de la détermination des zones ATEX en prenant en compte les mesures de prévention, techniques et organisationnelles, qui visent à réduire les risques. Comme pour la détermination initiale, la prestation comprend une réunion avec les exploitants et la remise d'un rapport définissant les zones ATEX finales.

Rédaction et mise à jour du document relatif à la protection contre les explosions

La prestation comprend l'établissement du document relatif à la protection contre les explosions. Il doit être établi et mis à jour et fait apparaître :

- que les risques d'explosion ont été identifiés et évalués,
- que des mesures adéquates sont et seront prises pour atteindre les objectifs réglementaires,
- quels sont les emplacements classés en zone (avec leurs volumes),
- quels sont les emplacements auxquels s'appliquent les prescriptions réglementaires,
- que les lieux et les équipements de travail sont conçus, utilisés et entretenus en tenant dûment compte de la sécurité,
- que des dispositions ont été prises pour que l'utilisation des équipements de travail soit sûre.

Il devra également y figurer la démarche d'évaluation retenue, le programme de mise en œuvre des mesures de prévention, la validation des mesures (efficacité, risques résiduels...), le contenu des formations, les procédures à appliquer et instruction écrites à établir avant l'exécution des travaux dans les zones concernées.

B-18) Rayonnements

B-18-1) Contrôle technique périodique de radioprotection

Les rayonnements ionisants émis par les équipements industriels ou médicaux peuvent être à l'origine de risques d'exposition externe et/ou interne pour les travailleurs. Pour prévenir ces risques et protéger la santé des salariés, la réglementation prévoit des contrôles ponctuels et périodiques des sources, installations et appareils émettant des rayonnements ionisants (sources scellées et dispositifs en contenant, sources non scellées, générateurs électriques de rayons X, accélérateurs de particules et installations les mettant en œuvre). La prestation de vérification réglementaire des sources, appareils et installations émettant des rayons ionisants consiste en un contrôle technique de radioprotection, comprenant d'une part un contrôle périodique des sources et appareils émetteurs de rayonnements ionisants, ainsi qu'un contrôle des dispositifs de protection et d'alarme, et des dispositifs de mesure. Ce contrôle périodique permet de vérifier le bon état technique du matériel et l'efficacité des mesures de protection. Et d'autre part, un contrôle technique d'ambiance qui a pour objectif la caractérisation de l'ambiance radiative des locaux de travail (débits de dose externe, concentration de l'activité dans l'air et contamination des surfaces). Les contrôles de radioprotection sont réalisés par des organismes agréés par l'Autorité de Sûreté Nucléaire (ASN).

B-18-2) Limitations de l'exposition du public et des travailleurs aux champs électromagnétique

La mission a pour objet d'assister l'employeur dans l'évaluation du risque d'exposition des travailleurs aux champs électromagnétiques ; le cas échéant à l'assister en vue de réduire le risque d'exposition par des mesures et moyens de prévention, puis d'informer et de former les travailleurs exposés aux champs électromagnétiques ; enfin, de mettre à jour annuellement l'évaluation pour prendre en compte les évolutions d'exposition des travailleurs aux champs

électromagnétiques. Les mesures sont réalisées par **un laboratoire accrédité par le COFRAC et référencé par l'ANFR**

A l'issue de cette mission, l'employeur met à jour le document unique de l'entreprise vis-à-vis du risque électromagnétique.

Les textes de référence sont :

- décret n° 2002-775 du 03/05/2002,
- directive 2013/35/UE du Parlement européen et du Conseil, du 26 juin 2013,
- décret n° 2016-1074 du 3 août 2016,
- recommandation du conseil du 12 juillet 1999.

B-18-3) Diagnostic technique radon

Le radon a été classé en 1987 comme "cancérogène pulmonaire chez l'homme" par le Centre International de Recherche sur le Cancer (CIRC). Ce gaz est radioactif, inodore et incolore issu de la désintégration du radium, lui-même issu de l'uranium. Le dosimètre est l'appareil permettant de mesurer la présence de radon. Les niveaux d'actions fixés en France pour les bâtiments sont 400 Becquerels par mètre cube et 1 000 Becquerels par mètre cube. La valeur guide de 200 Becquerels a été retenue pour les bâtiments à construire. En cas de résultats supérieurs à 400 Becquerels par mètre cube, il est préférable de faire réaliser un diagnostic sur la construction afin de connaître les voies d'entrée du Radon et mettre en oeuvre les techniques de réduction éventuellement nécessaires.

Les dosimètres sont placés par le titulaire à des endroits précis dans le bâtiment en tenant compte des conditions intérieures. Ils doivent rester en place un certain temps sans être déplacés. Les dosimètres sont ensuite récupérés puis envoyés à un laboratoire pour analyse. Les résultats sont donnés en Becquerel par mètre cube Bq/m3.

Le prix de la prestation de diagnostic radon comprend notamment :

- la pose et la fourniture de dosimètre,
- l'analyse des dosimètres,
- le rapport, les frais de mise à disposition du rapport sur la plateforme de l'ASN.

Les textes de référence sont :

- pour les établissements ouverts au public :
 - code de la santé publique : articles L. 1333-10 et R. 1333-15 à R. 1333-16
 - arrêté du 22/07/2004
 - arrêté du 8 juin 2015 portant relatif aux règles techniques de transmission des résultats de mesure du radon réalisées par les organismes agréés (décision 2015-DC-0507 de l'Autorité de sûreté nucléaire)
- dans les lieux de travail :
 - code du travail : Article R 4451-136 à 139
 - arrêté du 07/08/2008
 - arrêté du 8 juin 2015 portant relatif aux règles techniques de transmission des résultats de mesure du radon réalisées par les organismes agréés (décision 2015-DC-0507 de l'Autorité de sûreté nucléaire)

B-19) Sécurité incendie

Les textes de référence sont :

- l'arrêté du 25/06/1980 modifié,
- le code du travail,
- l'arrêté du 31/01/1986 modifié.

B-19-1) Vérification périodique annuelle des appareils et installations fixes de sécurité incendie

La prestation de vérification des appareils et installations fixes concourant à la sécurité incendie est, entre autre, effectuée (liste non exhaustive) sur les dispositifs de fermeture résistant au feu (vérification de l'état apparent de la totalité des portes résistantes au feu, le cas échéant, télécommandées, et de la présence de la plaque signalétique) puis, vérification de l'état apparent et du fonctionnement de l'ensemble des clapets et volets coupe-feu, le cas échéant, télécommandés, déverrouillage des issues de secours, le cas échéant, télécommandées avec vérification du scénario d'ouverture des portes des issues de secours (y compris manœuvre sur l'extérieur des portes concernées) et vérification du non-encombrement de ces issues, enfin, vérification de l'état apparent et du fonctionnement des rideaux résistants au feu.

Le titulaire vérifie aussi (liste non exhaustive) d'une part, les moyens d'extinction manuels et/ou automatiques (robinets d'incendie armés, extinctions automatiques (gaz, poudre ou mousse), sprinkleur, colonnes sèches ou humides, poteaux et bouches d'incendie privatifs, accessoires (bacs à sable, couvertures, seaux-pompiers), extinction des friteuses – autres moyens et d'autre part, les dispositifs visant à faciliter l'action des pompiers tels que les tours d'incendie, trémies d'attaque (...), les demi-raccord de ventilation (raccords zag par exemple), les échelles, passerelles.

Pour les bouches et poteaux, la prestation comprend au moins la vérification du débit et pression.

Pour les robinets incendie armés, la prestation comprend la vérification du dispositif antipollution, de la pression du manomètre au RIA, le fonctionnement du manomètre, le débit d'eau, des colliers de serrage ou ligatures des tuyaux, l'état des dispositifs anti-coups de bélier, compresseur d'air, état visuel de l'armoire électrique de commande, indicateur de passage d'eau.

B-19-2) Vérification périodique annuelle des systèmes de sécurité incendie SSI

La prestation comprend la vérification annuelle des systèmes de sécurité incendie SSI de toute catégorie selon les modalités prévues par la réglementation en vigueur.

B-19-3) Vérification périodique triennale des systèmes de sécurité incendie SSI (catégorie A et B)

Le système sécurité incendie (SSI) de catégorie A comprend (liste non exhaustive), un tableau de détection avec CMSI intégré ou CMSI externe, des détecteurs automatiques (détecteur optique de fumée, de chaleur, de flamme infrarouge...), des déclencheurs manuels, des BAAS

et diffuseurs sonores, des déclencheurs électromagnétiques, des équipements pour issue de secours.

Le système sécurité incendie (SSI) de catégorie B est composé (liste non exhaustive) d'un équipement d'alarme de type 2a éventuellement d'un tableau d'extension de mise en sécurité, de déclencheurs manuels, de BAAS et diffuseurs sonores, BAEH, BAES, éventuellement de déclencheurs électromagnétiques, d'une alimentation électrique de sécurité (AES). Le CMSI B permet la surveillance des boucles de détection et des lignes de mise en sécurité. Le SSI est notamment composé de deux systèmes principaux : le SDI et le SMSI.

La prestation périodique des systèmes de sécurité incendie comprend notamment (liste non exhaustive) la vérification **par un organisme agréé** du système de détection incendie – SDI (tels que les détecteurs automatiques d'incendie, les équipements de commande et de signalisation et les déclencheurs manuels...), ainsi que le système de mise en sécurité incendie – SMSI (tels que CMSI -centralisateurs de mise en sécurité- : UGA (unités de gestion des alarmes, UCMC (unités de commande manuelle centralisée), US (unités de signalisation), DAS (dispositifs actionnés de sécurité) : portes automatiques, portes CF (coupe-feu), clapets CF, volets, exutoires de fumées, ouvrants, coffrets de relaying, déverrouillage des issues de secours (système UGCIS) ; DCT : DS (diffuseurs sonores) ou BAAS (blocs autonomes d'alarme sonore) BAES ; BAEH ; APS (alimentations pneumatiques de sécurité) ; AES (alimentations électriques de sécurité) ; UAE (unités d'aide à l'exploitation)).

B-19-4) Vérification périodique triennale des installations d'extinction automatiques à eau type sprinkleur

La prestation est réalisée **par un organisme agréé** selon la réglementation en vigueur et comprend :

- l'examen de l'adéquation du système avec les classes de risque au vu du dossier technique de l'installation et une visite du site,
- l'examen des conditions de maintenance,
- l'examen des conditions d'exploitation,
- une vérification de la réalité des opérations de maintenance par des essais portant :
 - sur le démarrage et le débit des pompes,
 - les essais des dispositifs d'alarme dédiés au système.

B-19-5) Vérification périodique des installations de désenfumage

Cette prestation a notamment pour objet la vérification périodique annuelle des installations de désenfumage naturelles et mécaniques qui comprend notamment la vérification de l'état apparent de la totalité des dispositifs (pour les ouvrants, concerne les seuls ouvrants télécommandés), la vérification du fonctionnement (dispositif de commande, signalisation, ouverture), la vérification du fonctionnement des dispositifs de commande, ouverture des volets, démarrage des ventilateurs, signalisation, mesures de débit, pression, vitesse par exemple. Les hottes d'aspiration servant au désenfumage sont comprises aussi dans la prestation. Le matériel consommable et petites fournitures nécessaires à l'exécution des essais et à la remise en service (par exemple cartouche de CO₂) restent à la charge du Titulaire. Il est également demandé au titulaire de laisser dans chaque coffret de désenfumage, une sparçlette de CO₂ de secours par circuit.

Par ailleurs, des vérifications triennales sont faites par **un organisme agréé** lorsque les installations de désenfumage mécaniques sont associées à un SSI de catégorie A ou B.

B-19-6) Vérification réglementaire de la continuité de la liaison radioélectrique en sous-sol

En cas d'accident ou d'incendie, il est nécessaire que les équipes de secours (pompiers, ...) intervenant dans les infrastructures en sous-sol (salle de réunion, stock, parking, cinéma...) d'un d'Etablissement Recevant du Public (ERP) puissent communiquer avec leurs équipes en surface.

Ainsi, le décret du 10 février 2006 relatif aux communications des services de secours et l'arrêté du 28 mai 2015 portant modification du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public, imposent aux exploitants d'ERP du 1er groupe de vérifier la continuité des liaisons radioélectriques entre leurs infrastructures en sous-sol et la voie publique.

Cette vérification comprend notamment la vérification de la réception du signal (sens descendant) : émission d'un signal de à proximité de l'entrée de l'établissement et mesure du signal à différents points de l'infrastructure (1 point de mesure tous les 100 m²), la mise en évidence des zones non couvertes, le cas échéant. Si l'établissement n'est pas conforme, il doit se doter d'une installation technique fixe permettant d'assurer la couverture radio des zones concernées. Un contrôle est effectué à la mise en service de l'équipement, puis périodiquement tous les trois ans **par un organisme agréé**. A l'issue du contrôle, une attestation de vérification réglementaire est remise à l'exploitant.

B-20) Inspection des systèmes de climatisation et des pompes à chaleur réversibles

Par « système de climatisation », on entend combinaison de toutes les composantes nécessaires pour assurer une forme de traitement de l'air dans laquelle la température est abaissée et peut être contrôlée, éventuellement en association avec un contrôle de l'aération, de l'humidité et de la pureté de l'air.

Les systèmes de climatisation peuvent être des systèmes centralisés, des systèmes bi-blocs (mono-split), des systèmes multi-splits et à débit de fluide frigorigène variable, des pompes à chaleur sur boucle d'eau réversibles ou des pompes à chaleur réversibles.

L'inspection sur site est réalisée périodiquement tous les 5 ans sur des installations en marche, partielle ou totale et porte sur les éléments et équipements visibles et accessibles suivants :

- les unités intérieures ;
- les systèmes d'alimentation d'air des locaux traités et des centrales de traitement de l'air ;
- les conduits et les entrées d'air neuf ;
- la régulation ;
- tous les éléments accessibles du système de climatisation.

Sont concernés les :

- « systèmes simples » : systèmes de climatisation et pompes à chaleur réversibles, dont la puissance frigorifique nominale utile est supérieure à 12 kilowatts et qui sont utilisés pour satisfaire les exigences de confort des occupants
- « systèmes complexes » : systèmes de réfrigération, systèmes de climatisation et pompes à chaleur réversibles, dont la puissance frigorifique nominale utile est supérieure à 12 kilowatts, autres que les systèmes simples ;
- autres systèmes dont la puissance frigorifique nominale utile est inférieure à 12 kW.

L'inspection donne lieu à un rapport.

La prestation peut comprendre aussi l'établissement d'un livret de climatisation (arrêté du 15/12/2016).

B-21) Disconnecteurs

Sur réseau d'eau potable afin de pallier au risque chimique et/ou bactériologique et protéger les usagers, la réglementation (notamment le code de la santé publique, Articles R1321-57 et R1321-61) impose **un contrôle annuel par un technicien agréé** couplé un entretien obligatoire d'échéance semestrielle des disconnecteurs d'eau contrôlable.

Disconnecteur type BA – Contrôle Annuel :

Vérification de l'environnement immédiat du disjoncteur :

- conditions d'accès au local,
- dégagement autour de l'appareil,
- mode d'évacuation des eaux du local,
- couleurs conventionnelles,
- éléments extérieurs à l'appareil (vannes, filtre avec robinet de rinçage et récupérateur de fuites posés, hauteur au sol),
- contrôle extérieur de l'appareil (prises d'essais conformes, état de surface de l'appareil et position).

Vérification relative au fonctionnement du disjoncteur avec matériel de test :

- d'étanchéité des vannes, des clapets, de la membrane et de la soupape ;
- de la valeur de la pression différentielle amont aval qui doit commander l'ouverture de la disconnexion.

Disconnecteur type EA – Contrôle Annuel :

Vérification de l'environnement immédiat du clapet :

- absence de fuites et de traces de corrosion,
- propreté de l'environnement,
- accessibilité de l'ensemble de protection,
- conformité aux règles de pose.

Vérification relative au fonctionnement du clapet du disjoncteur avec matériel de test :

- de l'étanchéité de la vanne,
- de l'étanchéité du clapet.

B-22) Prestations annexes

B-22-1) Réalisation d'une mission de contrôle, vérification, diagnostic d'installations et équipements (non listée dans la présente annexe)

La prestation consiste à réaliser une mission de vérification d'une installation ou d'un équipement. Elle peut comprendre :

- l'évaluation de la conformité aux règles de l'art,
- le respect des règles de sécurité et de protection,
- les essais des dispositifs de sécurité,
- la réalisation de diagnostic,
- l'assistance technique dans la remise en fonctionnement ou en conformité au regard des référentiels.

Elle intègre les déplacements, les visites sur site. Cette prestation est rémunérée au temps passé (à la demi-journée ou à la journée).

Par ailleurs chaque mission pourra donner lieu à un rapport. Le titulaire est rémunéré au temps passé à son établissement.

B-22-2) Location de matériels

La location de nacelle comprend :

- la location du matériel sur la base d'une demi-journée de location,
- éventuellement avec chauffeur si le personnel de l'entreprise n'est pas habilité,
- le transport, la mise à disposition et le repli du matériel sur site.

Les nacelles peuvent être indifféremment motorisées à l'électricité ou au diesel et utilisées en intérieur ou en extérieur. Le prix comprend aussi les moyens matériels et/ou humains nécessaires à la protection du périmètre d'évolution des nacelles. Le titulaire est tenu de remettre au maître d'ouvrage, les documents d'habilitation du personnel manœuvrant la nacelle.

Annexe 3 – Trame du fichier de suivi des non-conformités techniques

Trame de fichier EXCEL

Site	Réf. Rapport	Objet	Element vérifié	Non-conformité	ID Non-Conformité	Préconisation	Criticité
La Redoute	974411252W_0074_CVP EQS_20240923_AN	Aire collective de jeux	Aménagement	Plusieurs obturateurs de tubes absents	NC 001	A remettre en place	PERS
La Redoute	974411252W_0074_CVP EQS_20240923_AN	Equipement de jeu	Marquage	Marquage équipement illisible	NC 002	Refaire le marquage réglementaire	ART
Résidence Galièni	974411252W_0011_CVP EQS_20240910_AN	Equipement de jeu	Etat de conservation	Une assise cassée présente un risque de coupure.	NC 001	Remplacer l'élément détérioré	STOP
Résidence Galièni	974411252W_0015_CVP EQS_20240911_AN	Equipement de jeu	Etat de conservation	Un plancher est manquant au dessus du plan d'escalade, présence d'un risque de chute	NC 002	Remettre en place les éléments manquants selon la notice technique du constructeur	STOP
Résidence Galièni	974411252W_0018_CVP EQS_20240911_AN	Mat. Gymnastique	Etat de conservation	Une vis de fixation d'échelle est détériorée	NC 003	Remplacer la vis détériorée	BIEN

Annexe 4 – Règle de nommage des rapports et trigrammes applicables

Tout rapport CVPO (livrable) est nommé suivant plusieurs critères permettant une traçabilité et une homogénéisation des documents.

La règle de nommage à appliquer est la suivante :

- **n°site_n°composant_XXX (projet)_YYY(sous projet)_date_AAAMMJJ_ Bigramme Périodicité**
- **Numéro G2D du site** (9 chiffres + 1 lettre)
 - **Numéro du composant** (à 4 chiffres)
 - **Projet** : trigramme **1** du projet **CVP** (pour CVPO), **AMT** (pour Amiante), **ADC** (pour Audit/Diagnostic)
 - **Sous-projet** : trigramme **2** du sous projet listé fichier Excel ci-suit
 - **Date** : date de création du document : AAAAMMJJ (pour les visites, les audits, etc... c'est la date de la visite et non celle du document).
 - **Bi gramme Périodicité**

Bi gramme	Périodicité
T1, T2, T3, T4	Trimestriel
S1, S2	Semestriel
AN	Annuel
BI	Biennal
TR	Triennal
QU	Quadriennal
QN	Quinquennal
SX	Sexennal
DC	Décennal
40	Tous les 40 mois
VI	vérification initiale, après travaux ou remise en service
SC	Schéma unifilaire

Exemple : 974411800Y_0011_CVP_ASC_20240718_QN = rapport de vérification (CVP) quinquennal(QN) d'un ascenseur sur le site de la Base Aérienne 181 (974411800Y), appartenant au composant 0011, établi le 18 juillet 2024.

Projet	Trigramme 1	Sous-Projet	Trigramme 2
Audit/Diagnostic	ADC	Accessibilité des bâtiments aux personnes à mobilité réduite	ACS
Audit/Diagnostic	ADC	Zone à risque atmosphère Explosive	ZRA
Audit/Diagnostic	ADC	Protection des travailleurs : Contrôle exposition au bruit – Niveaux sonores	NSP
Audit/Diagnostic	ADC	Diagnostic Technique Immobilier (Termites, expo plomb, perf. Energétique)	DTI
Audit/Diagnostic	ADC	Protection des travailleurs : Mesures d'éclairage	ECL
Audit/Diagnostic	ADC	Zone à risque d'exposition aux champs magnétiques	ZRE
Audit/Diagnostic	ADC	Légionellose	LGL
Audit/Diagnostic	ADC	Analyse eaux de piscine	PIS
Audit/Diagnostic	ADC	Analyse eaux potables, contrôle sanitaires	POT
Audit/Diagnostic	ADC	Diagnostic technique Radon	RDN
Audit/Diagnostic	ADC	Analyse eaux rejetées (ICPE/IOTA)	REJ
Audit/Diagnostic	ADC	Protection des travailleurs : niveaux de vibrations aux postes de travail	NVP
Audit/Diagnostic	ADC	Protection des travailleurs : Vérification ambiance de travail	VLE
Amiante	AMT	Dossier Technique Amiante	DTA
Amiante	AMT	Contrôle Périodique amiante	CPA
Amiante	AMT	Repérage amiante Avant Travaux	RAT
Amiante	AMT	Mesures d'empoussièrement	EMP
CVPO	CVP	Appareils et Accessoires de Levage	AAL
CVPO	CVP	Aération et assainissement de locaux de travail – Qualité de l'air	AER
CVPO	CVP	Ascenseurs, Monte-charges, élévateurs de personnes	ASC
CVPO	CVP	Dispositifs d'Ancrage et Lignes de vie	DAL
CVPO	CVP	Disconnecteurs	DIS
CVPO	CVP	Equipements Sportifs & équipements d'aires collectives de jeux	EQS
CVPO	CVP	Equipements Sous Pression	ESP
CVPO	CVP	Gaz médicaux et prises murales	GZM
CVPO	CVP	Installations Classées pour la protection de l'environnement (ICPE, IOTA)	ICL
CVPO	CVP	Installations Frigorifiques et Climatiques	IFC
CVPO	CVP	Installations de Gaz Combustibles	IGC
CVPO	CVP	Incendie	INC
CVPO	CVP	Installations de Protection contre la Foudre	IPF
CVPO	CVP	Portes et Portails	PPT
CVPO	CVP	Réservoirs, Cuves, Bassins contenant des produits corrosifs	RCB
CVPO	CVP	RIA, poteaux et bouches incendie, colonne sèche	RPB
CVPO	CVP	Système de sécurité incendie SSI - Vérification périodique triennale	SSI